

C.R.E.D.O.C.

30, Rue d'Assolerg

PARIS-8

BIBLIOTHÈQUE

# Consommation

ANNALES DU C.R.E.D.O.C.

Sou1961 - 3029 à 3034

MÉMO SPÉCIAL

1961 n° 3-4

juillet

décembre

CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION SUR LA CONSOMMATION  
SERVICE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES  
DU MINISTÈRE DES FINANCES

■ DUNOD ÉDITEUR

## AVANT-PROPOS

Depuis 1958, des estimations de la consommation des Français sont publiées dans cette revue. Établies à partir de l'ensemble des informations statistiques disponibles, en premier lieu, celles que rassemble et qu'élabore l'I.N.S.E.E., elles résultent d'un travail en commun entre le Service des Études Économiques et Financières et le C.R.E.D.O.C. Ce travail s'appuie sur la cohérence des estimations avec l'ensemble des comptes nationaux et des régularités observées en analysant les enquêtes de consommation.

Ces séries sont publiées, sous une forme différente et plus succincte, mais avec un fond identique, dans les Rapports annuels sur les Comptes de la Nation et dans l'Annuaire statistique de l'I.N.S.E.E.

L'importance que nous avons choisi de donner à ce numéro se justifie par deux raisons différentes.

D'une part, nous avons pu établir une série continue et cohérente d'une décennie de consommations des Français. Cette information est beaucoup plus riche que celles dont nous disposions précédemment. La période couverte est maintenant assez longue, assez variée et assez riche pour servir de base à une analyse de la place de la consommation dans l'économie et à son interprétation à la lumière des facteurs principaux de l'évolution démographique et économique à long terme et des accidents qu'ils ont connus à court terme. Cette interprétation est tentée dans la première partie de ce numéro : « L'évolution de la consommation en France de 1950 à 1960 ».

D'autre part, un important travail a été fait dans les deux dernières années pour rendre plus solides et plus cohérentes nos séries statistiques de consommation. Les travaux préparatoires au 4<sup>e</sup> Plan ont été établis à partir d'une estimation des consommations en 1956, qui a été utilisée dans les dernières publications du S.E.E.F. et du C.R.E.D.O.C., mais à partir de laquelle aucune série complète et détaillée n'avait encore pu être établie. L'estimation pour 1956 incorporait tous les enseignements qu'on pouvait tirer de l'enquête sur les budgets familiaux que l'I.N.S.E.E. et le C.R.E.D.O.C. avaient faite en cette année. Établir une série complète, cohérente avec cette nouvelle estimation de base était un travail de longue haleine qui exigeait qu'on critique à nouveau l'évolution de toutes les informations statistiques de base antérieurement utilisées.

Les séries que nous présentons dans ce numéro représentent seulement une étape de ce très lourd travail de révision. Elles sont soumises à la critique du lecteur. Bien que présentées sous le timbre commun du S.E.E.F. et du C.R.E.D.O.C. elles ont principalement été établies par ce dernier organisme. C'est dire qu'elles établissent la valeur de la consommation

*des différents biens et services sans vérifier entièrement la cohérence du détail de ces estimations avec l'ensemble des comptes nationaux. Cette cohérence ne pourrait être définitivement acquise qu'après une révision définitive des Comptes de la Nation.*

*Outre les tableaux statistiques antérieurement présentés : évolution générale de la consommation, analyse par type d'utilisateurs et évolution détaillée des consommations aux prix courants et aux prix de 1956, la partie statistique de ce numéro comprend deux innovations. La première est un ensemble de tableaux qui donne l'évolution des consommations en quantités chaque fois que cela a un sens. La seconde est un ensemble de notes méthodologiques qui indique les méthodes d'estimations et les sources de base utilisées pour chaque poste.*

*Le travail, effectué sous la direction de M. ALBERT, a été confié à une équipe permanente, constituée par M<sup>lle</sup> GRESLAND, M<sup>me</sup> KARAIMSKY et M<sup>me</sup> MAILLARD. Cette équipe a bénéficié de l'aide de spécialistes des différents groupes de biens ou services : MM. BROUSSE et DUMARD pour l'alimentation, MM. ACQUIER, FAURE, REMLINGER et le D<sup>r</sup> ROSCH pour les consommations non alimentaires.*

*Leur travail n'aurait pas été possible sans l'aide des très nombreux services, organismes et entreprises qui ont bien voulu nous communiquer des renseignements et que nous citons dans les annexes méthodologiques. Nous tenons à les assurer de notre gratitude.*

G. ROTTIER.

## PREMIÈRE PARTIE

# L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION EN FRANCE DE 1950 A 1960

par

Jean ALBERT\*

## INTRODUCTION

Nous nous proposons, dans cet article, d'observer et d'analyser le développement de la consommation des Français pendant la dernière décennie (1).

Cette période se prête particulièrement bien à l'observation économique, et ceci, pour deux ordres de raisons.

Elle présente, d'une part, les caractéristiques d'une croissance économique rapide, mais non uniforme et semée d'accidents monétaires : de ce fait, elle est également riche de résultats et d'enseignements. Ajoutons que cette croissance résulte à la fois de dynamismes spontanés et d'interventions volontaires, et qu'on a mis en œuvre, pendant ces dix années, toutes les techniques élaborées pour orienter et maîtriser le développement économique.

D'autre part, cette période a fait l'objet d'efforts multipliés pour mesurer, comprendre, prévoir, juger la vie économique au fur et à mesure de son déroulement. Efforts de prévision à long terme dans le cadre des plans de modernisation et d'équipement, à court terme dans celui des budgets économiques nationaux et des examens conjoncturels de nombreux organismes publics ou privés. Efforts de description et de mesure, puisque, d'année en année, les évaluations des principales grandeurs économiques se sont faites plus précises et plus cohérentes, dans les cadres de la Comptabilité Économique Nationale.

Nous commencerons par décrire les grandes lignes de l'histoire de la consommation pendant cette période, en examinant son rythme d'accroissement et sa régularité, les mouvements corrélatifs des valeurs monétaires, des prix et des volumes réels, les relations entre la consommation et les principales grandeurs démographiques ou économiques (production, revenus, investissements). Nous esquisserons une rapide comparaison internationale et intertemporelle.

---

\* Cet article doit beaucoup aux critiques et aux suggestions de nombreux collaborateurs du C.R.E.D.O.C. Je tiens à remercier tout spécialement E. A. Lisle et L. Desplanques.

(1) Nous nous servirons parfois de résultats provisoires pour 1961. Un travail d'évaluations détaillées est en cours et sera présenté prochainement.

Après cette description générale, nous examinerons les facteurs pouvant rendre compte de l'allure qu'a prise la consommation pendant les dix années étudiées. Le choix des facteurs sera celui suggéré par l'analyse économique : variables explicatives structurelles (1) d'abord, conjoncturelles (2) ensuite.

Enfin nous pourrons passer à l'analyse détaillée de la consommation des biens et services en étudiant d'abord les tendances nouvelles dégagées de la comparaison de la consommation en début et en fin de période : elles expriment un nouveau mode de vie des Français ou en annoncent les changements prochains. Nous examinerons également les adaptations des consommateurs aux accidents de l'évolution économique survenus au cours de la période.

Nous serons alors en mesure, en guise de conclusion, de tirer quelques leçons des récents développements du niveau de vie en France et du rôle économique de la consommation pendant les dix dernières années.

---

(1) Variables à modification lente et qui déterminent les tendances à long terme de l'économie.

(2) En fait, influence du déroulement économique en courte période sur la consommation.

## CHAPITRE PREMIER

# LES GRANDS TRAITES DE LA CONSOMMATION FRANÇAISE DE 1950 A 1960

### A. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX

Pour cette description préliminaire, nous choisirons les caractéristiques suivantes : taux de croissance réelle et régularité de ce taux, taux nominal d'accroissement et mouvements des prix, part de la consommation dans la production nationale et dans les revenus distribués, enfin répartition de la consommation totale entre consommations alimentaires et non alimentaires (1).

#### Les taux d'accroissement

Pendant les onze dernières années, la consommation totale des particuliers exprimée en termes réels s'est accrue au taux moyen annuel de 4,6 %. Convertie en indices, la consommation passe de 100 en 1950 à 157 en 1960 ; le volume des biens de consommation achetés ou utilisés en France se trouve donc être, en 1960, une fois et demie ce qu'il était en 1950. Ce pourcentage global signale d'abord l'accroissement considérable de l'activité des secteurs de production ou de distribution contribuant, à titre principal, à satisfaire la demande de biens de consommation. Si nous voulons exprimer l'accroissement du niveau de vie, il faut tenir compte de l'augmentation de la population pendant la même période. De 1950 à 1960, celle-ci est passée de 41,7 à 45,4 millions. Son augmentation dépasse 9 % et la consommation par tête s'est élevée seulement de 44 %, soit à un taux annuel moyen de 3,7.

Le taux d'accroissement n'a pas été régulier au cours de la période. Pendant les deux premières années, l'accroissement est rapide et compris entre 5 et 6 % par an ; il se ralentit légèrement en 1952 (4 %) et 1953, pour retrouver ensuite le rythme antérieur en 1954 et 1955 (taux moyen de 5,5 % par an) et même s'accélérer en 1956 et 1957 (taux voisin de 7 %). La progression est alors arrêtée pendant deux années et reprend en 1960 et 1961.

A ces irrégularités des consommations réelles, somme toute peu marquées si l'on excepte la période 1958-1959, se superposent des mouvements beaucoup plus accentués de la consommation en valeur. L'observation ne peut négliger ces accidents. Car, au niveau du calcul économique du chef de famille, et des ajustements volontaires ou contraints qu'il apporte à son budget, la réalité est bien ce monde fluctuant des prix et des dépenses. Nous aurons garde d'oublier ceci dans les pages qui vont suivre, et éviterons de trop centrer notre examen sur les valeurs à prix constants et sur les tendances à moyen terme.

(1) On trouvera dans les tableaux 1, 2 et 3, ainsi que dans les graphiques I, II et III, les éléments chiffrés de cette description générale. Nous n'en ferons ici qu'un commentaire rapide.

TABLEAU I

## Évolution générale de la consommation des Particuliers de 1950 à 1960

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	Taux d'accroissement annuel moyen (%)
Consommation en millions de nouveaux francs courants.....	67 032	83 123	95 033	100 009	105 372	112 977	125 648	140 235	158 180	169 696	186 148	
Indices d'évolution 1950 = 100 :												
Valeur .....	100,0	124,0	141,8	149,2	157,2	168,5	187,4	209,2	236,0	253,2	277,7	10,8
Volume .....	100,0	106,7	110,4	116,4	121,2	128,0	136,5	144,8	145,3	148,1	156,9	4,6
Prix.....	100,0	116,2	128,4	128,2	129,7	131,6	137,3	144,5	162,4	171,0	177,0	5,9
Population totale ..... (en millions)	41,7	42,1	42,4	42,7	43,0	43,3	43,7	44,1	44,6	45,1	45,5	
Consommation par tête en francs constants..... Indices : 1950 = 100.	100,0	105,7	108,5	114,0	117,8	123,3	130,6	137,0	135,9	137,0	143,8	3,7

A cet égard, il est important de noter que, pendant la plus grande partie de la période, le comportement des consommateurs a été affecté par l'inflation. Le taux moyen annuel d'augmentation des prix se situe aux environs de 6 %. Les années de stabilité totale sont véritablement l'exception : 1953, 1954, 1955. Le plus souvent, l'augmentation de prix est comprise entre 4 et 7 %. Au delà, c'est l'inflation caractérisée qui bouleverse l'année 1951 et la période de juin 1957 à juin 1958.

### Consommation, production, revenus

Malgré le rythme rapide de cette augmentation, la part de la consommation dans la production nationale n'a cessé de diminuer, fort lentement il est vrai : de 67 % en 1950, elle passe à 65 % en 1960 au seul profit de la consommation des administrations publiques et de l'investissement extérieur. La part des investissements en métropole reste pratiquement la même du début à la fin de la période avec, comme accident notable, une chute sensible en 1953 (Tableau 2).

TABLEAU 2

#### Consommation et Production Nationale de 1950 à 1960 (Répartition en pourcentage des évaluations à prix courants)

	1950	1953	1957	1959	1960 p.
1. Consommation des particuliers.....	67,2	67,5	66,6	65,3	65,0
2. Autres emplois du Produit National Brut :					
Consommation des administrations publiques....	12,9	15,7	14,8	15,0	14,6
Formation de capital .....	19,2	16,9	20,7	18,6	19,3
Exportation et paiement de revenus par l'extérieur..	16,4	14,6	13,4	15,1	16,0
Importation et paiement de revenus à l'intérieur.	— 15,7	— 14,7	— 15,5	— 14,0	— 14,9
3. Produit National Brut .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1960. Paris, Imprimerie Nationale 1961 : pages 152 et 153.

Dans les ressources disponibles des ménages, l'épargne nette s'est accrue un peu plus rapidement que la consommation : sa part est passée de 5 % à 6,5 % du début à la fin de la période, avec d'ailleurs de brusques oscillations (cf. tableau 3).



# GRAPHIQUE I

## Évolution du volume de la consommation totale et de ses principaux éléments de 1950 à 1960

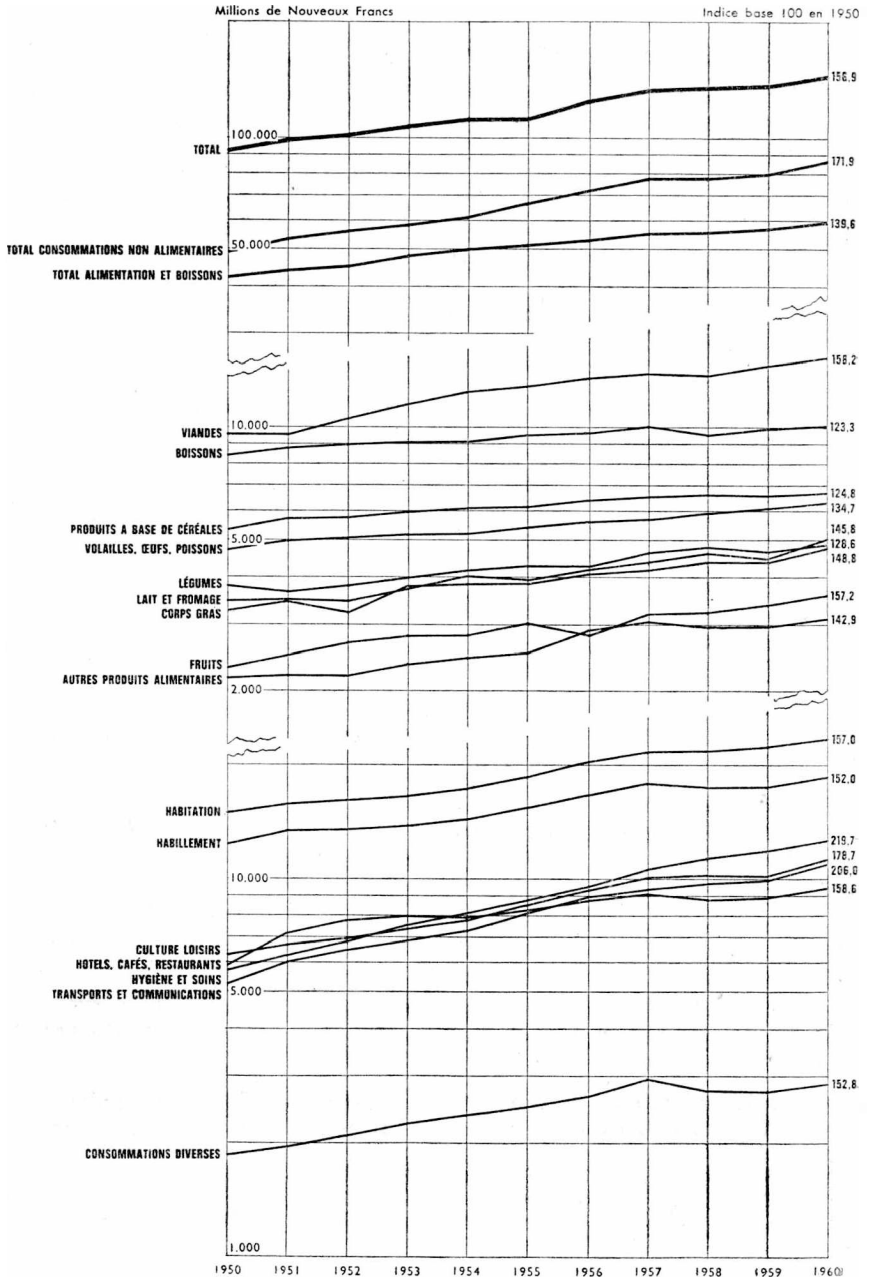


TABLEAU 3

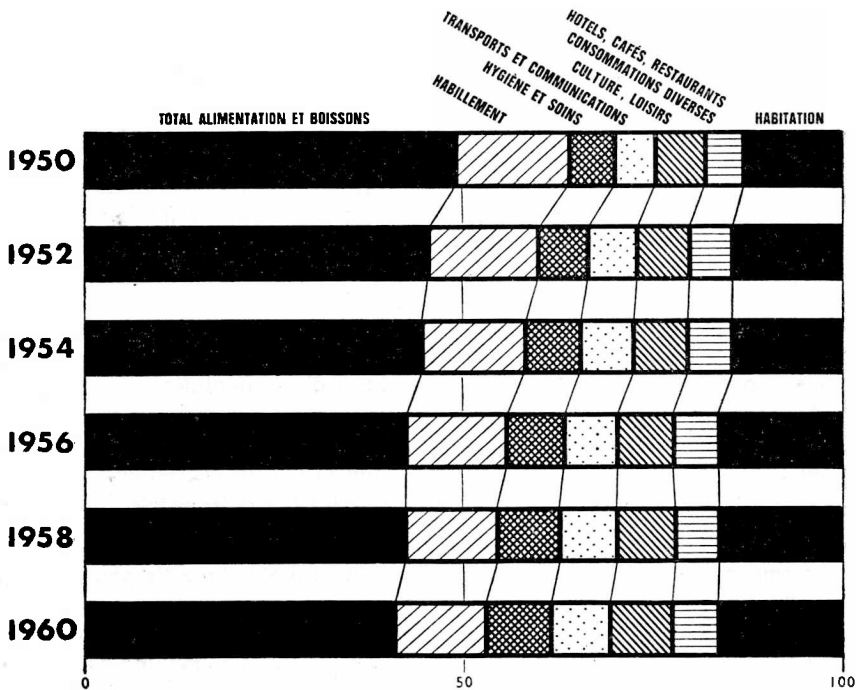
**Dépenses et Épargne des ménages de 1950 à 1960**  
(Répartition en pourcentage des évaluations en francs courants)

	1950	1953	1955	1957	1959
Dépenses des ménages ..	94,8	97,4	92,8	93,0	93,5
Épargne nette des ménages .....	5,2	2,6	7,2	7,0	6,5
Revenus disponibles des ménages .....	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
(Millions de NF).....	(74 700)	(107 650)	(127 130)	(155 020)	(184 320)

Source : S.E.E.F. et I.N.S.E.E. : *Annuaire Statistique Rétrospectif* (édition 1961). Imprimerie Nationale et Presses Universitaires de France, 1961.

GRAPHIQUE II

Évolution de la structure de la consommation en valeur de 1950 à 1960



## **Structures de la consommation**

La composition de la consommation s'est profondément modifiée au cours de la période : le budget du français moyen n'est plus du tout le même en début et en fin de période. Le graphique I et II met en évidence la diversité des accroissements des principaux éléments de la consommation. Le graphique III montre les structures qui résultent de ces évolutions différentes. La part de l'alimentation dans les dépenses à prix courants est passée de 49 % à 41 %, mais cette diminution n'affecte pas également toutes les catégories de produits alimentaires. La part des consommations de viandes a même augmenté, passant de 10 à 11 % ; celle des boissons a diminué plus faiblement que l'ensemble, en passant de 10 % des dépenses totales à 8 %. Corrélativement, la part des dépenses non alimentaires s'est fortement accrue puisqu'elle passe de 51 à 59 %, mais cette évolution masque également des divergences notables selon les besoins satisfaits. Le Français consacrait 15 % de son budget à l'habillement en 1950, mais seulement 12 % en 1960. Par contre l'habitation, la santé, les transports, les distractions voient leurs parts considérablement augmentées. Nous aurons l'occasion d'examiner en détail ces déformations dans le chapitre III de cet article.

## **B. — COMPARAISONS INTERNATIONALES ET TEMPORELLES**

Le développement récent de la consommation des particuliers en France doit, pour être apprécié correctement, être comparé à celui d'autres pays et d'autres époques.

### **I. Comparaisons internationales**

Nous retiendrons les pays de la Communauté Économique Européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis, et nous envisagerons d'abord les taux d'accroissement annuels du volume de la consommation et les modifications du niveau de vie qui en résultent dans chacun des pays. Nous verrons ensuite les positions respectives des divers pays en ce qui concerne le volume de la consommation par tête (approximation du niveau de vie), et les autres emplois de leurs ressources nationales.

#### **Les taux d'accroissement**

Nous avons porté dans le tableau 4 les taux annuels moyens d'accroissement de la consommation réelle, globale et par tête de 1950 à 1960. Nous avons rapproché ces chiffres des taux d'augmentation annuels des prix dans chacun des pays.

La progression de la consommation en France n'apparaît pas exceptionnelle : la République Fédérale d'Allemagne et l'Italie présentent des taux d'accroissement plus rapides. Mais si l'on tient compte dans ces deux pays, d'une part des niveaux beaucoup plus faibles de la consommation en 1950, d'autre part des conditions démographiques beaucoup plus favorables, notamment en ce qui concerne la population active, le taux de progression français constitue un résultat remarquable.

Les difficultés propres à la France, tenant principalement à la démographie et à la rigidité des structures sociales, expliquent un rythme d'inflation qui apparaît comme le plus élevé d'Europe occidentale. Notons toutefois

qu'aucun pays n'a échappé à une dépréciation (parfois notable) du pouvoir d'achat de sa monnaie.

TABLEAU 4

Taux d'accroissement annuels moyens de la consommation réelle par habitant de 1950 à 1960

	Consommation totale	Consommation par habitant	Indices de prix à la consommation
Allemagne (R. F.)	7,3	6,1	2,3
Italie	4,6	4,0	2,5
France	4,4	3,5	5,8
Pays-Bas	3,6	2,3	2,8
Belgique	2,2	1,7	1,7
Royaume-Uni	2,5	2,0	3,3
États-Unis	3,2	1,1	2,1

Source : Bulletin Statistique de l'O.E.C.E., Statistiques Générales 1961, N° 4, juillet, pp. IV et V.

### Les niveaux comparés de la production, de la consommation et de l'investissement

Des différences aussi importantes dans les taux d'accroissement expliquent que la position respective des différents pays se soit considérablement modifiée de 1950 à 1960. En ce qui concerne la production, la consommation et l'investissement, le tableau 5 et le graphique IV établis à l'aide des travaux de l'O.E.C.E. (1) décrivent ces changements.

TABLEAU 5

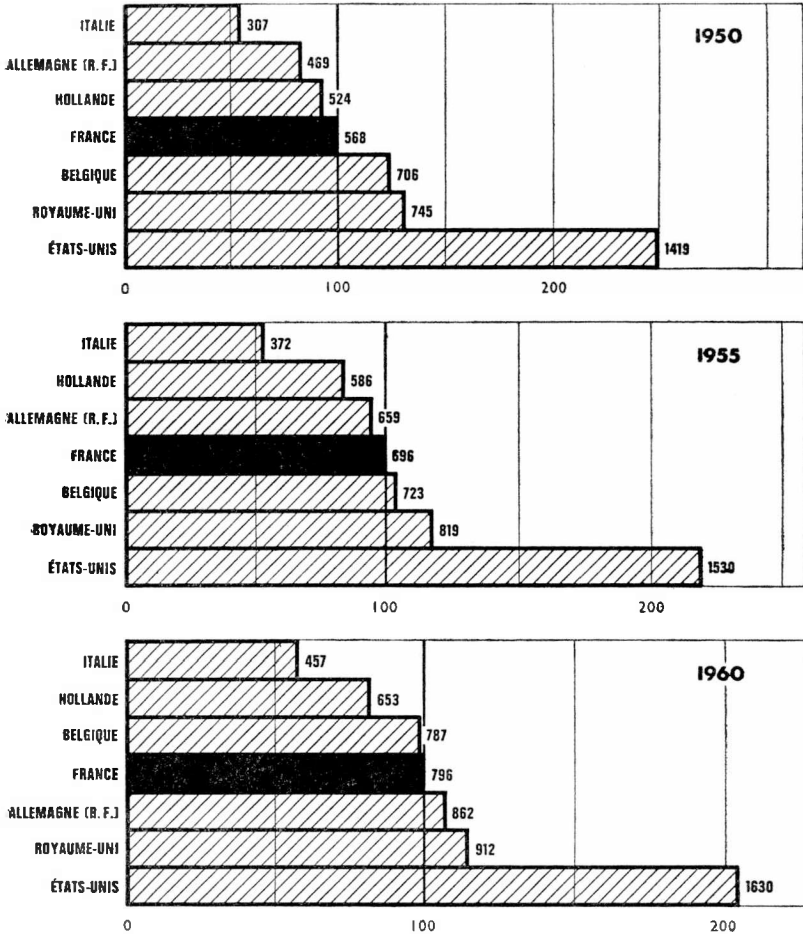
Niveaux comparés de production, de consommation et d'investissement par tête en Europe et aux États-Unis de 1950 à 1960

	FRANCE	ALLEMAGNE (R. F.)	ITALIE	BELGIQUE	PAYS-BAS	ROYAUME-UNI	ÉTATS-UNIS
<b>1950</b>							
Produit National Brut	100,0	85,0	51,0	118,5	92,9	126,7	243,7
Consommation privée	100,0	82,6	54,0	124,4	92,3	131,2	249,9
Investissements	100,0	93,4	52,2	177,1	116,9	100,8	239,2
<b>1960</b>							
Produit National Brut	100,0	112,5	61,4	105,9	94,4	110,1	202,6
Consommation privée	100,0	106,9	57,4	98,8	82,1	114,6	204,8
Investissements	100,0	142,7	77,7	136,0	124,5	105,1	184,9

(1) Milton GILBERT and Associates : Comparative National Products and Price Levels, O.E.C.E., Paris 1958, et Bulletins Statistiques de l'O.E.C.E., Statistiques Générales 1961, n° 4 et 5. Les comparaisons faites pour l'année 1955 par Milton Gilbert ont été extrapolées à 1950 et 1960 à l'aide des séries annuelles de Comptabilité Nationale et de population.

### GRAPHIQUE III

#### Niveaux de consommation par habitant en Europe et aux États-Unis de 1950 à 1960



Pendant ces dix dernières années, l'écart entre les pays européens s'est considérablement atténué pour la production et la consommation. Le retard de l'Italie reste important mais a diminué. Les autres pays ont atteint des niveaux voisins. Le niveau de vie moyen de l'Europe occidentale correspond maintenant à la moitié du niveau de vie des États-Unis et non plus aux deux-cinquièmes comme en 1950. La France a réduit l'écart qui la séparait du Royaume-Uni et de la Belgique, mais s'est vu nettement dépassée par l'Allemagne de l'Ouest. Les investissements en France, condition de la rapidité des progrès futurs, sont inférieurs à ceux de la plupart des autres pays.

## 2. Comparaisons temporelles

S'il n'est pas exceptionnel à notre époque d'observer un taux d'accroissement annuel de 4,6 % pour la consommation, celui-ci reste cependant l'un des plus rapides qu'ait connu la France dans le passé. Mises à part les périodes de reconstruction (1918-1923 et 1945-1949) qui ont suivi les deux dernières guerres mondiales, il n'a été réalisé que pendant la courte période de prospérité 1923-1929.

Des recherches sur la croissance du produit national nous ont permis d'établir le tableau suivant des taux d'accroissement annuels moyens.

1800-1850.....	1 %
1850-1900.....	2,5 —
1900-1913.....	2,5 —
1923-1929.....	4,5 —
1929-1939.....	— 1,1 —
1950-1960.....	4,6 —

## CHAPITRE II

# ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET CONSOMMATION DE 1950 A 1960

Pour comprendre l'évolution des consommations pendant la période étudiée, il importe de considérer les trois caractéristiques marquantes de l'évolution économique et sociale de ces dernières années :

- L'expansion démographique.
- La croissance économique.
- L'instabilité chronique du taux de développement et de la valeur de la monnaie.

### A. — L'EXPANSION DÉMOGRAPHIQUE

Le nombre des consommateurs s'est accru ; leur répartition selon les âges s'est transformée. L'urbanisation, les migrations régionales et professionnelles ont modifié la physionomie traditionnelle de la population française.

L'analyse des budgets familiaux a permis de mettre en évidence et parfois de mesurer l'influence de ces divers caractères sur la nature et le volume des consommations, la répartition des dépenses à l'intérieur des budgets et leur évolution relative en fonction des revenus. Les mouvements socio-démographiques ont, sans aucun doute, contribué à modeler l'évolution de la consommation pendant ces dix dernières années. Comment et dans quelle mesure ? Des études ultérieures le montreront. Qu'il nous suffise ici de décrire les principaux d'entre eux et d'indiquer brièvement le sens de leur intervention sur l'objet de cette étude.

#### I. La population totale

De 1950 à 1960 la population s'est accrue de 3,8 millions d'habitants, soit en moyenne de 340 000 individus par an. Cette progression n'a pas été uniforme. De 1950 à 1952, elle était de l'ordre de 300 000 ; elle s'est ralentie en 1953 et a fortement et régulièrement progressé depuis pour dépasser 500 000 habitants en 1958 et 1959. Ce mouvement s'explique en grande partie par l'excédent de naissances sur les décès qui s'établit aux environs de 300 000, mais aussi par les migrations, celles-ci comprenant d'une part l'immigration de travailleurs étrangers fortement liée à la conjoncture économique, d'autre part les rapatriements en Métropole de nationaux installés dans les territoires anciennement rattachés à la France.

A l'influence de l'augmentation du nombre de consommateurs s'ajoute celle des modifications de la structure par âge (cf. tableau 6). Un bref examen montre que les classes d'âges qui augmentent le plus fortement sont celles auxquelles correspondent des besoins en accroissement rapide.

TABLEAU 6

## Évolution de la structure par âge de la population française de 1950 à 1960

Age	Effectifs (en milliers)				Indices d'évolution 1950 = 100			Pourcentage de la population totale			
	1950	1954	1956	1960	1954	1956	1960	1950	1954	1956	1960
0 — 4. ....	3 848	3 981	3 887	3 985	103,5	101,0	103,6	9,3	9,3	8,9	8,8
5 — 19. ....	8 693	9 182	9 639	10 599	105,9	111,2	122,3	20,9	21,5	22,2	23,4
5 — 9. ....	2 674	3 597	4 068	3 969	134,5	152,1	148,4	6,4	8,5	9,4	8,8
10 — 14. ....	2 858	2 673	2 768	3 894	93,6	96,9	136,3	6,9	6,2	6,4	8,6
15 — 19. ....	3 161	2 912	2 803	2 736	92,1	88,7	86,6	7,6	6,8	6,4	6,0
20 — 64. ....	24 294	24 693	24 884	25 517	101,6	102,4	105,1	58,4	57,7	57,3	56,2
65 et plus. ....	4 727	4 928	5 032	5 254	104,3	106,5	111,2	11,4	11,5	11,6	11,6
TOTAL. ....	41 562	42 785	43 442	45 354	102,9	104,5	109,1	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Annuaire Statistiques Rétrospectif, édition 1961.



Les jeunes de 5 à 19 ans voient leur nombre augmenter de près de 2 millions d'individus, soit plus de la moitié de l'augmentation totale de la population en onze ans. Leur part dans la population totale passe de 21 % à 23,5 %. Par contre, la part des vieillards reste stable et celle des adultes (20 à 64 ans) diminue, passant de 58,5 % à 56 %. L'intensité de la demande de certaines consommations (produits alimentaires surtout) ne peut s'expliquer si l'on néglige les variations très brutales qui affectent les classes d'âges comprises entre 5 et 14 ans. C'est ainsi que, de 1950 à 1956, les jeunes de 5 à 9 ans se sont accrus en nombre de 52 % ; de 1956 à 1960, ceux de 10 à 14 ans (moment du passage à la ration alimentaire des adultes) augmentent de près de 40 %.

Cette évolution fait présager dans les cinq années à venir la poursuite de l'accroissement du nombre de vieillards, une augmentation plus rapide des classes d'âges comprises entre 20 et 64 ans, et une mutation très brutale des effectifs ayant de 15 à 19 ans. C'est donc la population en âge d'activité qui connaîtra les accroissements les plus forts avec, en conséquence, une augmentation des consommations propres aux jeunes célibataires nouvellement titulaires de revenus, et aux jeunes ménages.

## 2. Les structures socio-démographiques

### Les migrations socio-professionnelles

Nous devons nous contenter de comparer les années 1954 et 1960, seules années pour lesquelles existent des statistiques de répartition de la population selon ce critère. L'année 1954 est celle du dernier recensement. Pour l'année 1960, il existe une enquête par sondage sur l'« emploi de la main-d'œuvre » (1) qui comporte de nombreuses questions d'ordre démographique et dont les renseignements sont significatifs à l'échelon national.

Nous considérons ici les ménages qui sont les cellules économiques de base pour l'étude de la consommation.

On sera frappé, dès l'abord, par l'importance du nombre de ménages dont le chef est inactif. Près du quart d'entre eux, groupant près du sixième de la population, comprend de faibles consommateurs aux revenus stationnaires, au pouvoir d'achat mal défendu contre une dépréciation monétaire continue. Problème avant tout social et humain, problème économique aussi puisqu'en fait on peut parler de stérilisation d'une part croissante de la demande. Cette population présente le plus fort accroissement en valeur absolue : 465 000 ménages, environ 950 000 personnes. Les augmentations les plus notables sont ensuite celles des « ouvriers » (234 000 ménages), des « indépendants et cadres supérieurs » (172 000 ménages) et des « cadres moyens et employés » (170 000 ménages). A l'inverse, la population agricole perd près de 320 000 ménages.

A ces accroissements en nombres absolus correspondent des augmentations relatives beaucoup plus diversifiées. Les plus forts accroissements correspondent aux catégories des cadres : 34 % pour les cadres supérieurs, 29 % pour les cadres moyens ; ils mettent clairement en évidence l'existence d'une promotion sociale assez générale ou les progrès d'une civilisation technicienne.

Or l'influence de la catégorie socio-professionnelle sur la consommation est très sensible (2) ; elle s'exerce par exemple sur la répartition de la

(1) Source : I.N.S.E.E. Nous tenons à remercier les services de l'I.N.S.E.E. qui nous ont communiqué avant publication, certains résultats de cette enquête.

(2) N. TABARD, « Consommation et niveau de vie de quelques groupes sociaux », *Consommation*, n° 2, avril-juin 1961, pp. 31 à 43.

TABLEAU 7

## Structure socio-professionnelle des ménages de 1954 à 1960

	EFFECTIFS			INDICE D'ACCROISSEMENTS 1954 = 100	POURCENTAGES DU NOMBRE DE MÉNAGES		NOMBRE DE PERSONNES PAR MÉNAGE EN 1954
	1954	1960	Accroissement ou diminution		1954	1960	
Population agricole.....	<b>2 244</b>	<b>1 927</b>	— 317	86	<b>16,7</b>	<b>13,6</b>	
dont : agriculteurs exploitants.....	1 761	1 534	— 227	87	13,1	10,8	4,0
salariés agricoles .....	483	393	— 90	82	3,6	2,8	3,7
Indépendants et cadres supérieurs. . .	<b>1 914</b>	<b>2 085</b>	+ 171	109	<b>14,3</b>	<b>14,7</b>	
dont : patrons de l'industrie et du commerce.....	1 461	1 477	+ 16	101	10,9	10,5	3,6
professions libérales et cadres supérieurs.....	453	608	+ 155	134	3,4	4,3	3,6
Ouvriers.....	<b>3 675</b>	<b>3 909</b>	+ 234	106	<b>27,4</b>	<b>27,7</b>	3,5
Cadres moyens, employés, autres actifs.	<b>2 250</b>	<b>2 420</b>	+ 170	108	<b>16,7</b>	<b>17,1</b>	
dont : cadres moyens .....	688	887	+ 199	129	5,1	6,3	3,2
employés.....	955	904	— 51	95	7,1	6,4	3,1
autres .....	607	629	+ 22	104	4,5	4,4	3,4
Inactifs.....	<b>3 335</b>	<b>3 805</b>	+ 470	114	<b>24,9</b>	<b>26,9</b>	2,0
<b>TOTAL .....</b>	<b>13 418</b>	<b>14 146</b>	<b>+ 728</b>	<b>105</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>3,1</b>

dépense totale entre les consommations alimentaires et non alimentaires : à revenu égal, la part des dépenses alimentaires est moins élevée chez les cadres supérieurs et professions libérales que dans les autres catégories. C'est dans les budgets ouvriers que la part de la consommation de viande est la plus forte et la plus sensible à un accroissement de revenu. Les dépenses d'habillement, de transports et de vacances sont également très différentes d'une catégorie à l'autre.

### L'urbanisation

Les sources ci-dessus mentionnées apportent également des renseignements récents sur les mouvements de la population des ménages selon les catégories de communes de 1954 à 1960. Ces mouvements sont présentés dans le tableau suivant.

TABLEAU 8

#### Évolution de la population des ménages selon les catégories de communes

	Effectifs (en milliers)		Accroissement ou diminution	Indices 1954 = 100	Pourcentages de la population totale des ménages	
	1954	1960			1954	1960
Communes rurales .....	5 467	5 325	— 142	97	40,8	37,7
Communes urbaines :						
de moins de 10 000 habitants	1 520	1 598	+ 78	105	11,3	11,3
de 10 000 à 100 000 habitants	2 204	2 520	+ 316	114	16,4	17,8
de 100 000 à 1 000 000 d'hab.	1 844	2 096	+ 252	114	13,7	14,8
Paris : agglomération et zone suburbaine (1) .....	2 383	2 608	+ 225	109	17,8	18,4
<b>TOTAL .....</b>	<b>13 418</b>	<b>14 147</b>	<b>+ 729</b>	<b>105</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(1) Cette catégorie comprend les 20 arrondissements de Paris et une quarantaine de communes de banlieue en Seine et Seine-et-Oise. Cet ensemble est donc plus restreint que la région parisienne du tableau 9 qui comprend les départements de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne et Eure-et-Loir.

Source : I.N.S.E.E.

Parallèlement à la diminution du nombre des ménages agricoles, nous constatons un dépeuplement des communes rurales. Elles représentent en 1960 une part sensiblement plus faible de la population totale des ménages (38 % au lieu de 41 %).

Pour les communes urbaines, il convient de noter d'abord la quasi-stabilité de la population des ménages habitant les communes de faible importance (inférieures à 20 000 habitants). Pour les villes plus importantes, les accroissements les plus rapides en valeurs absolues et relatives sont à noter dans les communes de 10 000 à 100 000 habitants et de 100 000 et plus.

Les effets de l'urbanisation sont particulièrement notables sur les dépenses alimentaires. Pour un grand nombre de produits, ils affectent soit des élas-

ticités par rapport au revenu, soit les niveaux de dépenses, soit ces deux éléments simultanément. L'urbanisation entraîne notamment la disparition de l'autoconsommation ; aux produits autoconsommés (beurre, œufs) se substituent des produits différents (légumes frais, fruits, viandes) ; elle entraîne également une désaffectation pour les produits pauvres au profit de produits plus coûteux, plus élaborés. Son influence n'a pu être précisée avec autant de netteté sur les dépenses non alimentaires : elle est cependant indiscutable. A revenu égal, les dépenses d'un ménage pour l'équipement du logement (mobilier, appareils électro-ménagers) sont significativement plus faibles dans les grandes villes que dans les villes de moyenne importance. Enfin l'urbanisation modère peu à peu les circuits de distribution entraînant le déclin du commerce rural indépendant aux coûts unitaires élevés, et favorisant au contraire l'apparition de formes nouvelles (sociétés intégrées, super-marchés) dès qu'une concentration importante de population est atteinte.

### Les mouvements régionaux de la population

Pour chaque année depuis 1950, on dispose d'estimations de la population totale dans les huit grandes régions retenues par l'I.N.S.E.E. Ces estimations tiennent compte des mouvements naturels de la population et des migrations régionales. Malgré de nombreuses incertitudes, elles permettent de mettre en évidence certains changements dans la distribution régionale de la population française (voir tableau suivant).

TABLEAU 9  
Structure régionale de la population

	Effectifs (en milliers)		Accroissements de 1950 à 1959 (en milliers)	Indices d'évolution de 1950 à 1959 1950 = 100	Pourcentages dans la population totale	
	1950	1959			1950	1959
Centre .....	4 450	4 449	- 1	100	10,7	9,9
Sud-Ouest .....	4 613	4 800	+ 187	104	11,1	10,7
Ouest .....	7 277	7 659	+ 382	105	17,5	17,1
<b>Total .....</b>	<b>16 340</b>	<b>16 908</b>	<b>+ 568</b>	<b>103</b>	<b>39,3</b>	<b>37,7</b>
Sud-Est .....	4 387	4 685	+ 298	107	10,6	10,4
Centre-Est .....	4 619	4 953	+ 334	107	11,1	11,0
<b>Total .....</b>	<b>9 006</b>	<b>9 638</b>	<b>+ 632</b>	<b>107</b>	<b>21,7</b>	<b>21,4</b>
Nord .....	4 607	5 005	+ 398	109	11,1	11,2
Nord-Est .....	4 479	4 957	+ 478	111	10,8	11,1
Région Parisienne .....	7 130	8 334	+ 1 204	117	17,1	18,6
<b>Total .....</b>	<b>16 216</b>	<b>18 296</b>	<b>+ 2 080</b>	<b>113</b>	<b>39,0</b>	<b>40,9</b>
<b>Population totale .....</b>	<b>41 562</b>	<b>44 849</b>	<b>+ 3 280</b>	<b>108</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : I.N.S.E.E., *Annuaire Statistique Rétrospectif*, édition 1961.

Trois grandes zones se distinguent. L'Ouest et le Centre forment un ensemble à très faible taux d'accroissement et dont la part dans la population française totale diminue d'environ 1,5 %. Le Centre-Est et le Sud-Est suivent de très près le taux d'accroissement moyen national. Par contre, un quart de la France comprenant la Région parisienne, le Nord et le Nord-Est présente un accroissement plus rapide que celui de l'ensemble. En gagnant plus de deux millions d'individus de 1950 à 1959, cette zone représente en 1959, 41 % de la population totale contre 39 % en 1950. A elle seule, la Région parisienne gagne 1,2 million d'habitants, soit plus du tiers de l'accroissement total de la population depuis 1950.

L'évolution des structures démographiques régionales combine ses effets avec celle de structures urbaines. Son apport propre vient de l'adoption ou de l'abandon de types de consommation régionaux que les enquêtes de budgets familiaux ont mis en évidence (1). Les transformations de la ration alimentaire moyenne que nous aurons l'occasion d'analyser par la suite traduisent l'accentuation de la prédominance numérique en France, de la Région parisienne, du Nord et du Nord-Est.

## B. — LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Dans un processus de développement économique comme celui que nous avons connu, la consommation, la production, les revenus et les prix ont continuellement exercé les uns sur les autres des influences complexes. Il est toujours arbitraire d'isoler l'un des aspects de cette interaction : nous essaierons cependant de montrer quelles incidences ont pu exercer sur la consommation certaines modalités de la croissance économique française des onze dernières années.

### I. Production et consommation

La consommation, définie par une quantité et un prix, est toujours le résultat d'une confrontation entre une offre et une demande. Selon les stades du développement économique, l'un ou l'autre de ces facteurs prédomine. De 1950 à 1960, l'économie française s'est acheminée peu à peu vers un état où la demande est le facteur principal. L'offre, c'est-à-dire la production, a conservé cependant un rôle important : elle a contribué, par ses progrès, ses insuffisances ou ses excès, à orienter la consommation.

La production nationale dans son ensemble s'est accrue d'environ 54 % soit au taux moyen annuel de 4,5 %. Il convient de distinguer la production agricole et la production industrielle dont les accroissements moyens ont été respectivement de 2,5 et de 5,6 % par an.

L'influence de la **production agricole** sur la consommation résulte principalement des répercussions des accidents atmosphériques ou biologiques et des orientations à long terme des productions.

Les variations aléatoires des productions ont joué un rôle économique fort important, mais souvent disproportionné avec leur incidence réelle. L'approvisionnement des marchés de consommation en légumes, fruits, viandes et produits laitiers a présenté des irrégularités aisément discernables dans les tableaux des quantités présentés ci-après (2) : pénurie pour

(1) Hubert FAURE et Claude SEIBEL, « L'étude Régionale de la Consommation », *Consommation* n° 1, janvier-mars 1959.

(2) Voir pp. 122 à 128.

les légumes et les fruits en 1959 et pour les produits laitiers en 1952 et 1959, etc.

Il semble bien, cependant, que les irrégularités de la production agricole ont eu de moins en moins d'influence directe sur les consommations en quantités. Mais elles ont été, pendant toute la période, l'un des éléments les plus décisifs de la mobilité des prix, et ont même, de ce fait, mis en cause l'équilibre général de l'économie. Le marché des produits alimentaires est très instable du fait des conflits qui opposent producteurs, transformateurs distributeurs et consommateurs ; du fait aussi de l'inélasticité de la demande. Un phénomène de rareté très épisodique peut entraîner une hausse de prix considérable et irréversible : de 1957 à 1958, les prix du vin ont augmenté de 40 %. Comme les structures de prix sont fragiles, il suffit de peu pour que l'ensemble des prix soit mis en cause : c'est la pénurie subite de légumes frais au printemps de 1956 qui a amorcé la période d'instabilité monétaire des années 1956 et 1957.

Inversement d'ailleurs, les progrès rapides de la production enregistrés pendant les années bonnes ou simplement moyennes <sup>(1)</sup>, ont eu des répercussions favorables sur l'ensemble de l'économie « en contrariant les facteurs inflationnistes ou en permettant le relèvement des salaires et des niveaux de vie sans hausses de prix » <sup>(2)</sup>.

Les orientations à long terme de l'agriculture ont également marqué la consommation, notamment par les excédents structurels de vins, d'alcool et de sucre, et par une inadaptation persistante au développement des besoins de certaines productions telles que celles de bœuf, de légumes et de fruits.

Nous insisterons moins sur la **production industrielle** : elle a su, avant tout, s'adapter à la demande et anticiper ses accroissements ; elle a aussi créé des besoins par des innovations techniques et la publicité. L'apparition de produits nouveaux (télévision, appareils de radio à transistors, détersifs), la fabrication en grande série de produits connus mais chers (petits appareils électro-ménagers), le progrès technique très rapide de nombreuses industries (chimie, automobile, etc.) ont entraîné, pour divers types de consommation, de véritables mutations.

Les progrès de la consommation se sont cependant heurtés à des rigidités internes de l'appareil productif : par deux fois au cours de la période, la production industrielle s'est trouvée aux limites du plein emploi pour des raisons tenant avant tout à la stabilité de la population active et à l'irrégularité des efforts d'investissements.

## 2. Revenus et consommation

Parmi les aspects de l'évolution des revenus de 1950 à 1960 qui ont pu déterminer d'une façon ou d'une autre, la consommation, nous signalerons l'accroissement des revenus réels, la répartition des revenus disponibles entre l'épargne et la consommation, les fluctuations dans l'évolution des revenus, enfin la distribution des revenus selon certains critères socio-économiques.

D'après les Comptes de la Nation <sup>(3)</sup>, les revenus disponibles se sont

(1) En année normale, la production agricole augmente d'environ 4 % depuis 1949.

(2) I.N.S.E.E. : **Mouvement économique en France de 1954 à 1957**, Paris, Imprimerie Nationale, 1958, p. 134.

(3) Nous utilisons ici les tableaux calculés à partir des Comptes de la Nation par l'I.N.S.E.E. et publiés dans l'Annuaire Statistique de la France : **Annuaire Rétrospectif**, édition 1961, p. 357.

accrus de 170 % en valeur nominale et de 53 % en valeur réelle, soit au taux annuel moyen de 4,3 %. La propension à épargner (rapport de l'épargne sur la consommation) a légèrement augmenté de 1950 à 1960, passant, pour l'épargne nette, de 5 % des revenus disponibles à 6,5 %. Elle a surtout subi des variations importantes selon les fluctuations conjoncturelles des revenus réels et nominaux avec un minimum en 1953 (2,7 %) (1) et un maximum en 1955 (7,2 %).

L'accroissement des revenus de 1950 à 1960 est entrecoupé d'accidents affectant les revenus nominaux et les revenus réels. Nous le verrons en examinant les cadres conjoncturels de la période. Insistons seulement ici sur quelques aspects de la répartition des revenus qui ont pu exercer une influence sur la consommation.

Comme la plupart des économies modernes, la France n'échappe pas à une **socialisation** croissante qui se manifeste notamment par l'importance des revenus non directement liés à la production (2), revenus qui échappent ainsi aux fluctuations de l'activité économique, mais qui, à cause de leur inertie et de leur caractère institutionnel, subissent fortement les effets de l'instabilité monétaire : traitements versés par les administrations, prestations sociales et assistance, pensions et retraites versées à la population des ménages inactifs, constituent près du tiers des ressources des ménages. Cette part augmente lentement, passant de 30,5 % à 31,5 % de 1956 à 1960.

La distribution des revenus selon la **catégorie socio-professionnelle** ne semble pas avoir subi de modification importante. L'évolution des revenus comparés des ménages selon les **charges de famille** est défavorable aux familles nombreuses dans la mesure où les allocations familiales n'ont été relevées qu'avec retard, après les périodes d'inflation, et dans une mesure moindre que les autres revenus. En ce qui concerne enfin la structure **régionale** des revenus, les modifications accentuent encore les effets sur la consommation des mouvements démographiques en ce sens que les régions dont la population des ménages s'accroît sont celles où les revenus par tête sont en augmentation. L'examen des salaires de 1950 à 1960 montre que l'augmentation moyenne est plus forte dans la Région parisienne qu'en province.

### 3. Prix et consommation

Nous avons noté que la dépréciation de la monnaie a été continue et marquée tout au long de la période étudiée. Le niveau général des prix des biens de consommation s'est accru d'environ 75 %. Dans cette revue des facteurs structurels explicatifs de la consommation, nous préférons insister sur les mouvements relatifs des prix des différents produits les uns par rapport aux autres. L'augmentation est loin d'être uniforme de produit à produit. Rares sont ceux dont les prix ont baissé (butane) ou sont restés les mêmes (réfrigérateurs). En règle générale, les prix augmentent d'autant moins vite que le produit fait l'objet d'une transformation industrielle plus poussée. Les prix des services sont toujours parmi ceux qui ont eu l'augmentation la plus rapide.

Le tableau 10 et les graphiques IV, V et VI montrent comment les différentes fonctions de la consommation ont été affectées par les mouvements de prix, de 1950 à 1960 et de 1956 à 1960, l'année 1956 constituant une

(1) Le ralentissement de l'accroissement des revenus réels n'a pas empêché les ménages d'accroître considérablement leur consommation.

(2) Cette notion a été très justement mise en valeur dans les Rapports des Comptes de la Nation depuis 1956.

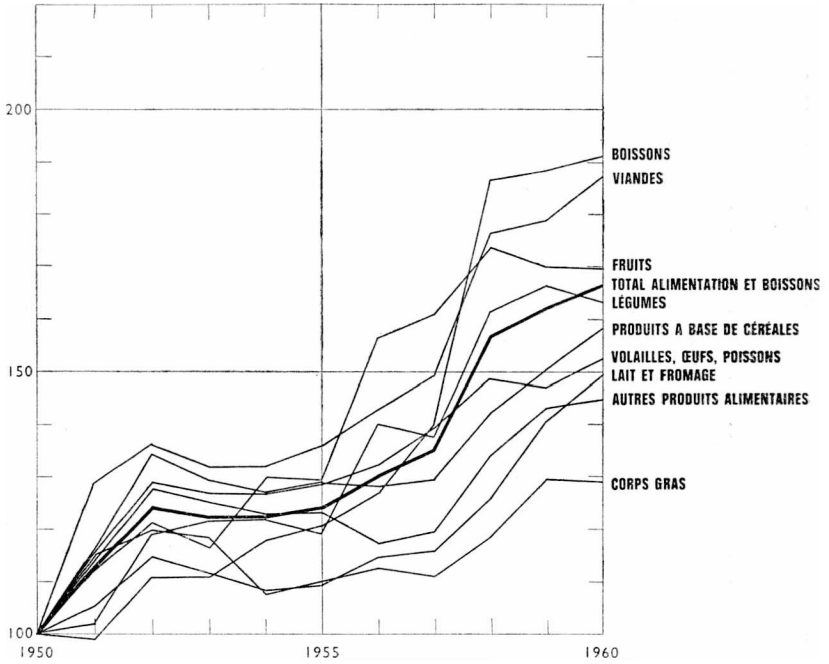
TABLEAU 10

	PRIX NOMINAUX			PRIX RÉELS		
	1956 1950 = 100	1960 1950 = 100	1960 1956 = 100	1956 1950 = 100	1960 1950 = 100	1960 1956 = 100
<b>Alimentation et boissons :</b>						
11 Produits à base de céréales .....	127,9	157,9	123,5	93,2	89,2	95,7
12 Légumes .....	140,0	163,0	116,4	102,0	92,1	90,3
13 Fruits.....	156,1	169,7	108,7	113,7	95,9	84,3
14 Viandes.....	142,4	187,0	131,3	103,7	105,6	101,8
15 Volailles, œufs, poissons .....	131,8	153,2	116,2	96,0	86,6	90,2
16 Lait et Fromages .....	114,5	149,6	130,7	83,4	84,5	101,3
17 Corps gras.....	112,3	128,8	114,7	81,8	72,8	89,0
18 Autres produits alimentaires .....	117,2	144,4	123,2	85,4	81,6	95,6
19 Boissons.....	126,9	190,9	150,4	92,4	107,9	116,8
Total alimentation et boissons .....	130,1	166,1	127,7	94,8	93,8	98,9
2 Habillement .....	122,1	148,5	121,6	88,9	83,9	94,4
3 Habitation.....	167,4	219,0	130,8	121,9	123,7	101,5
4 Hygiène et soins.....	145,5	186,7	128,3	106,0	105,5	99,5
5 Transports et communications.....	147,4	193,7	131,4	107,4	109,4	101,9
6 Culture, loisirs, distractions.....	143,8	193,2	134,4	104,7	109,2	104,3
7 Hôtels, Cafés, Restaurants..... et	143,9	200,2	139,1	104,8	113,1	107,9
8 Consommations diverses.....						
Total consommations non alimentaires .....	144,3	187,1	129,7	105,1	105,7	100,6
	137,3	177,0	128,9	100,0	100,0	100,0



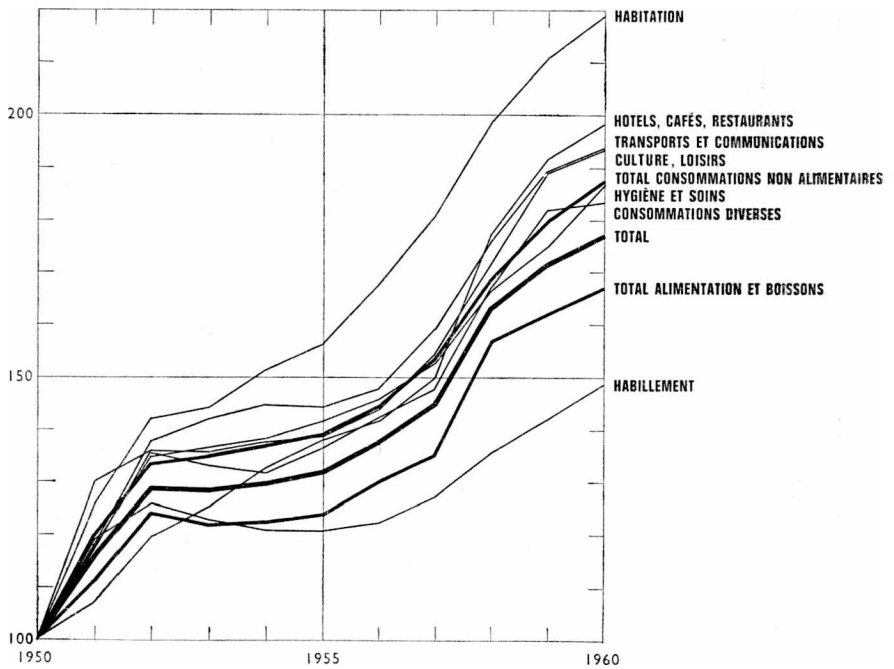
### GRAPHIQUE IV

Évolutions comparées des prix nominaux des consommations alimentaires



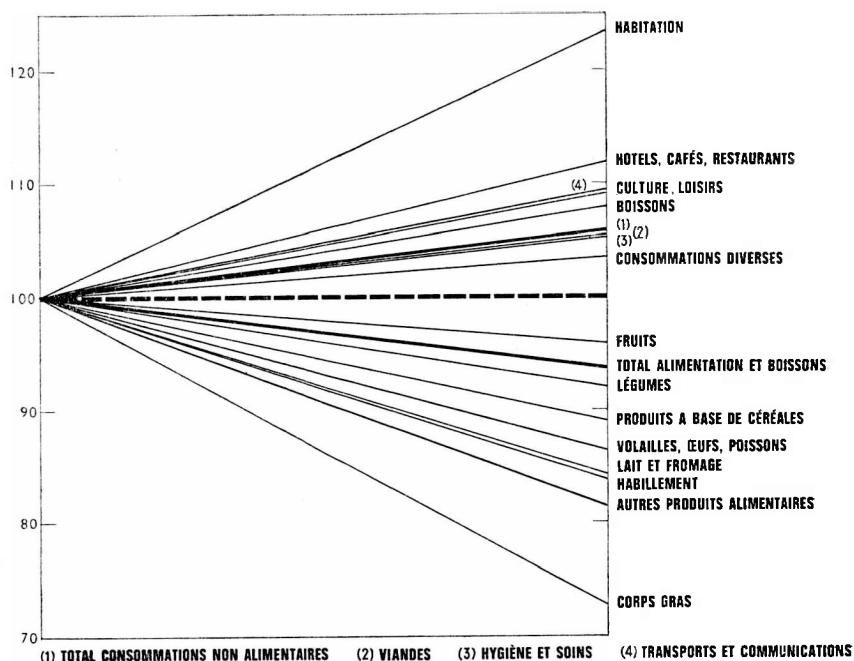
### GRAPHIQUE V

Évolutions comparées des prix nominaux des consommations non alimentaires



## GRAPHIQUE VI

### Évolutions comparées des prix réels de 1950 à 1960



date charnière dans l'évolution. La notion de « prix réels » à laquelle se réfèrent la deuxième partie du tableau 10 et le graphique VI permet de mettre en évidence le groupe de produits pour lequel l'augmentation plus ou moins forte des prix par rapport au niveau général traduit en relation une baisse ou une augmentation de prix.

Les prix des consommations alimentaires ont augmenté moins rapidement que ceux des consommations non alimentaires. Parmi les premières, les viandes de boucherie et de charcuterie, et les boissons ont dépassé le niveau général d'augmentation des prix tandis que l'habillement présente l'augmentation la plus faible des consommations non alimentaires.

## C. — INSTABILITÉ DE LA CROISSANCE ET DE LA VALEUR DE LA MONNAIE

Nous pouvons appliquer à toute la décennie cette remarque du commentateur des Comptes nationaux à propos des premières années : « L'observateur, selon qu'il les examine une à une, ou que, prenant du recul, il les considère dans leur ensemble, est conduit à des conclusions presque opposées » (1). Période de progrès économique sans précédent, ou période mouvementée, voyant alterner brusquement expansion et stagnation, inflation et stabilité des prix : on doit considérer l'un et l'autre de ces aspects antinomiques. Les développements qui précèdent ont insisté sur le premier ; il nous faut maintenant aborder le second.

(1) Rapport sur les Comptes de la Nation de l'année 1957. Introduction, p. 3.

TABLEAU II  
**Activité économique, perturbations monétaires  
 et consommation de 1949 à 1961**

	ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET REVENUS		MONNAIE		CONSOMMATION	
	Expansion	Récession	Stabilité ou hausse modérée des prix	Inflation	Expansion	Ralentissement ou stagnation
1949	+		+		+	
1950	+			+	+	
1951	+			+	+	
1952		+	+			+
1953		+	+		+	
1954	+		+		+	
1955	+		+		+	
1956	+			+ <sup>(1)</sup>	+	
1957	+			+	+	
1958		+	+ <sup>(2)</sup>			+
1959		+	+			+
1960	+		+		+	
1961	+		+		+	

Le caractère tourmenté de la période provient des fluctuations de l'activité et de la monnaie. En considérant ensemble ces deux éléments (comme nous le faisons dans le tableau II et le graphique VII), il est possible, sans trop forcer la réalité, de distinguer des groupes successifs de deux années. Cette analyse faite, il nous sera loisible, en conclusion, de tenter une systématisation moins fragmentaire.

(1) L'inflation en 1956, bien que contenue en partie par les pouvoirs publics n'en est pas moins réelle.

(2) La hausse des prix, se poursuit jusqu'en juin, l'année 1958 est une année de stabilisation plutôt que de stabilité des prix.

## 1950 et 1951 : Expansion économique et inflation

C'est en 1949 que l'économie française émerge des destructions et bouleversements dus à la guerre. La production agricole retrouve son niveau de 1938 et le rationnement peut disparaître. L'outillage industriel de base est suffisamment reconstitué. L'inflation et le déficit du commerce extérieur n'apparaissent plus comme inévitables. L'année 1949 est saine : l'accroissement de la production intérieure brute, se répartit, dans un climat de stabilité relative des prix, selon une juste appréciation des urgences à l'époque considérée : exportations, investissements, consommation intérieure privée puis publique. Il existe des capacités de production en réserve.

TABLEAU 12

Base 100 : année précédente.

	Indices d'évolution annuelle			Indices d'évolution annuelle	
	1950	1951		1950	1951
Production Intérieure					
Brute .....	107,0	106,5	Consommation .....	106,2	107,0
Importations .....	103,5	115,0	dont : Alimentation.		103,5
Exportations .....	129,0	117,0	Autres biens et services.		109,5
Investissements des entreprises .....	99,0	102,0	Prix à la consommation .....	107,2	116,0
Revenus réels distribués .....	107,0	105,5	dont : Alimentation.		112,5
			Autres biens et services.		119,5

Note pour les tableaux 12 à 17.

Sources : Les indices d'accroissement relatifs à la production, aux revenus, aux investissements et au commerce extérieur sont calculés à partir des « Tableaux Économiques » annuels publiés par le S.E.E.F. Les indices de la consommation sont tirés des tableaux d'évolution générale, publiés dans ce numéro, pp. 57 à 64. Tous indiquent des évolutions à prix constants.

Cette stabilité est cependant fragile pour des raisons tenant à la fois aux structures de l'économie et à la conjoncture du moment. Une nouvelle répartition des revenus, très différente de celle d'avant-guerre, résulte de dix années de désordre économique : il s'exerce une pression énorme sur les revenus pour retrouver des positions antérieures, ou maintenir les positions acquises. Cette pression se manifeste, pour les salariés, par des revendications sociales (1), pour les producteurs et les distributeurs de produits, par une tendance à l'augmentation des prix. Les uns et les autres vont parvenir, au milieu de 1950 et pendant toute l'année 1951, à imposer leur volonté d'une façon désordonnée à la faveur de facteurs conjoncturels. Parmi ceux-ci, la guerre de Corée n'est pas l'un des moindres, puisqu'elle entraîne une augmentation de la demande extérieure de matières premières qui se répercute sur les marchés français, en augmentant les prix des mar-

(1) Du 1<sup>er</sup> janvier 1950 au 1<sup>er</sup> janvier 1951, les taux de salaires horaires bruts augmentent de 18 %.

chandises importées et en stimulant les exportations au détriment de l'approvisionnement intérieur.

La pression des demandes extérieure et intérieure des biens de consommation constitue le moteur de l'expansion en 1950 et en 1951. D'autre part, la satisfaction donnée aux revendications salariales et agricoles, la faculté laissée aux producteurs et distributeurs d'augmenter leurs prix en dépassant parfois la hausse des coûts de production (malgré des méventes dans certains secteurs : textiles, équipement ménager), expliquent l'inflation. Ce sont les investissements qui souffrent de l'anarchie ainsi créée <sup>(1)</sup> : ils stagnent pendant deux années, alors que la production s'accroît au rythme de 7 % par an.

Pendant cette période d'expansion et d'instabilité des prix, la consommation s'accroît de plus de 6 % par an, et les dépenses non alimentaires se développent plus rapidement que les dépenses alimentaires, respectivement aux taux de 7,5 et de 5,6 % par an. De fortes hausses de prix ont surtout défavorisé la consommation de viandes. Par contre, la demande est restée très active pour la plupart des produits manufacturés.

### 1952 et 1953 : Stagnation économique et stabilité des prix

Dès le début de 1952, l'expansion paraît « cassée » ainsi d'ailleurs que la hausse des prix : stabilité de la production agricole en 1952 (mais qui s'écoulera aux prix très élevés consentis en 1951) <sup>(2)</sup> ; récession industrielle de février 1952 et qui va durer jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre de 1953 ; baisse rapide des prix de gros, baisse moins rapide des prix de détail qui se prolongera jusqu'en 1956. A cela, plusieurs causes :

a) Les hausses nominales de revenus ont été progressivement épongées à la fin de 1951 par la hausse de prix. Le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire baisse d'environ 7 % entre août-septembre 1951 et janvier-février 1952 <sup>(3)</sup>. La demande des biens de consommation s'affaiblit donc dès la fin de l'année 1951, avec répercussion au niveau de la production dès le début de 1952.

b) Le déficit de la balance des échanges extérieurs a pour effet d'augmenter l'offre intérieure (effet déflationniste) et de diminuer l'activité des industries exportatrices (effet dépressif).

c) Une diminution importante des investissements des entreprises fait suite à deux années de stagnation ; l'aggravation de la crise de ce secteur vient en partie d'un blocage des fonds publics de soutien des investissements privés.

d) La disparition des mécanismes d'inflation et de fuite devant la monnaie explique la formation, dans certaines couches de la population, d'une épargne drainée par les pouvoirs publics (politique et emprunt de M. Pinay).

e) Enfin, la stabilité des prix paraissant acquise, les stocks sont écoulés et augmentent également l'offre globale. Cette tendance est d'ailleurs renforcée par la baisse des prix sur les marchés internationaux.

Cependant, et ceci différencie l'après-guerre de l'avant-guerre, il n'y a pas véritablement de retournement de conjoncture, mais seulement une

(1) Malgré l'impulsion très forte donnée à la construction de logements. L'année 1951 voit le départ d'une action intense des pouvoirs publics en ce domaine. La mesure de l'effet venant d'être donnée par les études de l'I.N.E.D. et du Conseil Économique.

(2) En août 1951, le prix du quintal de blé est passé de 2 600 F à 3 600 F.

(3) *Mouvement économique en France de 1947 à 1957*, p. 283 : En tenant compte non des dates des observations statistiques, mais des périodes auxquelles elles se rapportent.

expansion moins rapide. Cela tient, d'une part, à l'inertie de la production agricole, stable en 1952 mais en forte augmentation en 1953, d'autre part à l'inertie des revenus (1), ainsi qu'aux dépenses de consommation publique, aux investissements administratifs et à la construction de logements. Ajoutons que la pression démographique, analysée par ailleurs, favorise l'emploi immédiat des revenus, et que la baisse légère des prix de détail conjugué ses effets avec une tendance maintenue, bien qu'atténuée, à la hausse des salaires (2).

TABLEAU 13

Base 100 : année précédente.

	Indices d'évolution annuelle			Indices d'évolution annuelle	
	1952	1953		1952	1953
Production Intérieure					
Brute .....	102,5	103,0	Consommation .....	103,5	105,0
Importations .....	101,0	98,5	dont : Alimentation.	103,0	106,0
Exportations .....	96,0	100,5	Autres biens		
Investissements des			et services.	104,0	104,0
entreprises .....	90,0	99,0	Prix à la consom-		
Revenus réels distri-			mation .....	110,0	100,0
bués .....	103,5	103,0	dont : Alimentation.	110,0	98,5
			Autres biens		
			et services.	110,0	101,0

Le niveau annuel moyen des consommations se maintient donc en augmentation à un taux légèrement plus élevé que celui des revenus ou de la production. Son élan n'a pu être complètement arrêté, et, dès le milieu de 1953, une reprise économique s'affirme, qui cependant ne se transmettra pas au secteur industriel avant 1954.

### 1954 et 1955 : Expansion économique et stabilité des prix

A la fin de 1953, les conditions d'une expansion rapide sont réunies : capacité de production inemployée, tendance à la stabilité des prix nationaux et internationaux, doctrine gouvernementale d'expansion non dépourvue de moyens.

Le tableau 14 donne la mesure des résultats atteints :

Pour la première fois, une politique d'expansion s'appuie délibérément sur l'augmentation de la consommation, et cette remarque mérite d'être expliquée.

Pour sortir l'industrie de la stagnation, le Gouvernement commence par favoriser l'exportation et les investissements dès la fin de 1953, au

(1) L'inertie des revenus n'est pas seulement due à ce fait qu'une bonne partie des ressources des ménages n'est pas directement liée à la production (traitements des fonctionnaires, prestations sociales, assistance). Elle tient également à ce qu'un certain nombre de prix, qui sont l'élément déterminant des revenus de producteurs, ne peuvent pas baisser. Ainsi, les produits agricoles font l'objet de garanties de prix minima. Il existe de même un salaire minimum garanti.

(2) Pendant les deux années 1952-1953, le taux de salaire horaire continue de croître au rythme de 3 % l'an.

moment de l'établissement du budget de l'État. En février 1954, les promoteurs de cette politique s'aperçoivent que les entreprises ne sont pas aptes à profiter assez rapidement des facilités qui leur sont données pour la modernisation de leur équipement, parce que la mise en œuvre d'un programme d'investissements exige du temps. En fait, la demande d'investissements n'augmentera vraiment qu'à la fin de 1955.

TABEAU 14

Base 100 : année précédente.

	Indices d'évolution annuelle			Indices d'évolution annuelle	
	1954	1955		1954	1955
Production Intérieure					
Brute .....	105,5	106,4	Consommation .....	104,5	106,0
Importations .....	108,0	111,2	dont : Alimentation.	103,5	103,0
Exportations .....	112,0	107,1	Autres biens et services.	105,0	108,0
Investissements des entreprises .....	104,5	112,6	Prix à la consommation .....	101,0	101,5
Revenus réels distribués .....	107,0	107,4	dont : Alimentation.	100,4	101,2
			Autres biens et services.	101,7	101,7

Les pouvoirs publics vont donc se tourner volontairement vers le troisième élément de la demande, la consommation, et mettre en œuvre un programme qui, tout en accentuant les mesures en faveur de l'investissement et des exportations, vise au développement de la consommation par une hausse du salaire horaire minimum et par un allègement de l'impôt sur le revenu.

L'exportation et la consommation s'accroissent fortement dès 1954 ; l'investissement les rejoint en 1955 ; les trois éléments de la demande globale sont donc actifs en 1955. Mais dès la fin de l'année, on peut noter une certaine rigidité de l'offre. Le plein emploi de la main-d'œuvre se manifeste par des hausses spontanées de salaires qui dépassent les prévisions les plus optimistes. Le plein emploi des capacités de production se traduit par un allongement des délais de livraison et par des difficultés d'approvisionnement en matières premières. Il semble que le développement économique extrêmement rapide qui se trouve amorcé souffre du retard de quatre ans, pris de 1950 à 1954 par l'équipement des entreprises. La poursuite de l'expansion crée déjà des tensions qui rendent fragiles les deux équilibres des prix et des échanges extérieurs ; mais elle est maintenant lancée et les événements vont encore en 1956 rendre la demande plus active.

### 1956 et 1957 : Expansion économique et inflation

En 1956 et 1957, les taux d'accroissements notés pendant les deux années précédentes seront maintenus pour la production intérieure brute, mais pour une même expansion d'activité, les revenus nominaux et les prix s'accroîtront plus rapidement.

TABLEAU 15

Base 100 : année précédente.

	Indices d'évolution annuelle			Indices d'évolution annuelle	
	1956	1957		1956	1957
Production Intérieure					
Brute .....	105,6	106,2	Consommation .....	106,6	106,1
Importations .....	117,0	106,0	dont : Alimentation.	104,2	103,6
Exportations .....	93,4	108,9	Autres biens et services.	108,4	108,1
Investissements des entreprises .....	111,3	112,4	Prix à la consom- mation .....	104,3	105,2
Revenus réels distri- bués .....	105,6	105,7	dont : Alimentation.	105,1	103,8
			Autres biens et services.	103,7	106,1

La consommation des administrations, en raison de l'intensification des opérations militaires en Algérie, augmente très fortement (+ 18 % de 1955 à 1956). La consommation des particuliers est encouragée par certaines mesures de redistribution mais découragée par des impôts plus élevés <sup>(1)</sup> : pourtant la hausse des revenus réels de la période antérieure maintient le volume de la demande. Or l'offre de produits alimentaires est défavorisée par les conditions météorologiques, et des hausses de prix très importantes se manifestent sur les marchés mal approvisionnés (fruits et légumes), hausses qui auront des effets d'entraînement très rapides. Malgré une politique active de maintien des prix (notamment par des importations), malgré une surveillance très attentive de l'indice des prix de détail, une hausse de près de 4,3 % apparaît en 1956 qui provient principalement des produits alimentaires.

Les investissements des entreprises se maintiennent en progression de près de 12 % par an pendant les deux années considérées : facteur d'expansion, mais aussi facteur d'inflation, pendant la période proprement dite d'équipement, avant que le surcroît de production qu'il doit entraîner, ne se manifeste.

La diminution des exportations et l'augmentation des importations ne suffisent pas, en 1956, à atténuer la pression exercée sur les prix, et, en 1957, il faudra combler le déficit en devises par un effort accru d'exportations, rendu possible par une dévaluation importante.

L'impression qui domine pendant ces deux années est celle d'un « emballement » de la machine économique dont l'expansion se poursuit grâce à l'épuisement des réserves en devises et à la faiblesse de la structure des prix. Mais dès 1957, il devient évident que le mouvement devra s'arrêter sous la contrainte du déficit avec l'extérieur, et du découragement de la demande intérieure devant une hausse des prix ouvertement acceptée à partir du mois d'août.

(1) Institution du « fonds vieillesse ».



## 1958 et 1959 : Stagnation de l'activité et stabilisation des prix

Au mois de décembre 1957, les achats de toute nature, mais surtout ceux de biens durables, avaient été extrêmement importants. Mais, dès les premiers mois de 1958, la demande de biens de consommation est en diminution progressive, en valeur comme en volume. Le niveau global annuel de 1958 est le même qu'en 1957, ce qui signifie une baisse sérieuse par rapport au dernier trimestre 1957, même si l'on tient compte des mouvements saisonniers.

TABLEAU 16

Base 100 : année précédente.

	Indices d'évolution annuelle			Indices d'évolution annuelle	
	1958	1959		1958	1959
Production Intérieure					
Brute .....	102,4	102,4	Consommation .....	100,3	101,9
Importations .....	98,1	95,5	dont : Alimentation.	100,3	102,1
Exportations .....	107,0	112,3	Autres biens		
Investissements des			et services.	100,3	101,8
entreprises .....	102,4	99,4	Prix à la consommation .....	112,4	105,3
Revenus réels distribués .....	100,1	100,8	dont : Alimentation.	116,0	103,3
			Autres biens		
			et services.	110,1	106,7

Cette diminution accompagne une baisse des revenus réels due à la hausse des prix qui va se poursuivre jusqu'en juin et qui annule les augmentations des revenus nominaux accordés en 1956 et 1957.

La faiblesse de la consommation privée se répercute assez vite au niveau de la production industrielle. Le ralentissement d'activité, dès qu'il est ressenti (avril 1958), appelle l'arrêt de l'investissement après l'essor extraordinaire de 1955, 1956 et 1957 ; ceci d'autant plus que les mesures de rigueur financière arrêtées par le Gouvernement au milieu de 1957 viennent diminuer les commandes de l'État, l'aide qu'il apportait aux investissements, ainsi que les crédits courants largement ouverts qui mettaient à l'aise la trésorerie des entreprises.

En 1959, comme en 1958, les exportations poursuivent leur augmentation à la faveur de l'importante dévaluation de décembre 1958 et d'efforts antérieurs de prospection des marchés étrangers par les entreprises françaises. Ce seul facteur actif empêche la stagnation de se transformer en récession.

L'année 1959 est une année de réorganisation des structures de production, de revenus, de consommation et de prix. D'importantes mesures économiques et financières ont été prises dans les premiers jours de 1959 ; elles entérinent les hausses de prix dues à l'inflation de la période précédente, tant à l'intérieur (suppression de subventions et de détaxations de certains produits) qu'à l'extérieur (dévaluation des prix de 17 %) ; elles disciplinent la politique économique des pouvoirs publics. Une très légère

augmentation de la demande de biens de consommation se transmet aux secteurs de production, amplifiée par un besoin de reconstitution des stocks à tous les stades de la distribution. Les exportations sont stimulées par la dévaluation et la reprise conjoncturelle des économies étrangères. Ces deux impulsions relancent peu à peu l'activité industrielle, bien que les investissements des entreprises ne marquent aucun progrès. La reprise est lente ; l'équilibre des prix est fragile mais de bonnes récoltes permettent d'éviter des tensions trop vives. La possibilité de retour à un rythme d'expansion rapide est entrevue dès le début du second semestre par les pouvoirs publics et les entreprises.

### 1960-1961 : Expansion économique et stabilité des prix

Bien que nos séries statistiques s'arrêtent en 1960, il est intéressant d'envisager, en nous aidant des résultats provisoires relatifs à l'année 1961, les deux années 1960 et 1961 comme une nouvelle étape de croissance dans une stabilité relative des prix et d'acheminement progressif vers un état de plein emploi des facteurs de production (main-d'œuvre et équipement industriel). Celui-ci engendre en fin de 1961 des tensions aisément perceptibles sur l'équilibre des prix.

TABLEAU 17

Base 100 : année précédente.

	Indices d'évolution annuelle			Indices d'évolution annuelle	
	1960	1961		1960	1961
Production Intérieure			Consommation . . . . .	105,5	105,5
Brute . . . . .	106,3	105,0	dont : Alimentation.	103,5	103,4
Importations . . . . .	117,7	106,0	Autres biens		
Exportations . . . . .	115,4	104,0	et services.	106,8	—
Investissements des entreprises . . . . .	106,3	108,0	Prix à la consommation . . . . .	103,2	104,0
Revenus réels distribués . . . . .	106,0	105,0	dont : Alimentation.	102,4	—
			Autres biens	103,5	—
			et services.		

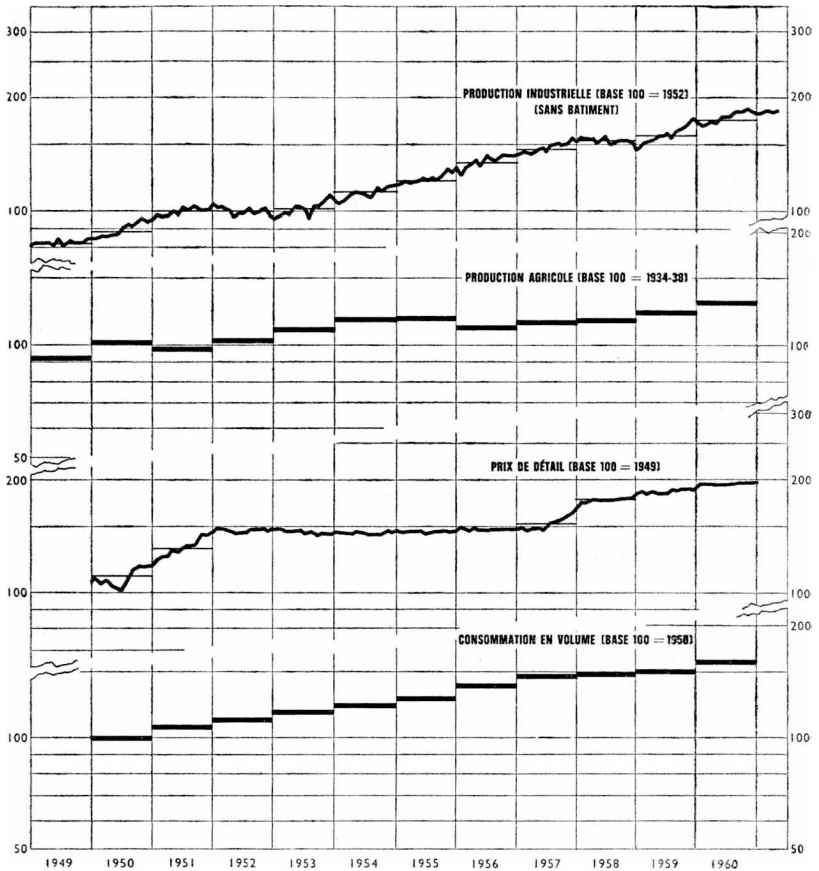
La consommation comprimée sévèrement pendant les deux années précédentes reprend une expansion rapide au taux moyen de 5 % par an. Les revenus distribués permettent cet accroissement ; les prix restés stables durant toute l'année 1960 augmentent d'environ 4 % en 1961 mais les revenus nominaux s'élèvent dans le même temps d'environ 9 %. Cependant, les hausses de prix du deuxième semestre sont suffisantes pour amener en fin d'année une stabilité du pouvoir d'achat.

Les investissements des entreprises, favorisés dès 1959, ne repartent nettement qu'en 1960 à des taux plus rapides que la production totale et que la consommation. Les exportations vers l'étranger, comme en 1954 et 1955, maintiennent des accroissements rapides et assurent largement la couverture des importations.

La période 1960-1961 n'est donc pas sans rappeler celle de 1954-1955.

## GRAPHIQUE VII

### Activité économique, prix et consommation de 1950 à 1960



Cependant, les conditions économiques générales présentent suffisamment de changements (libération progressive du commerce extérieur, début du Ve Plan, etc.) pour que les enchaînements du passé n'apparaissent pas inévitables.

#### Vue d'ensemble de la période

L'étude des mouvements comparés des prix et de l'activité économique permet d'entrevoir l'existence d'un mouvement périodique couvrant six années <sup>(1)</sup>, se renouvelant deux fois de 1949 à 1961 et paraissant en fin de période s'amorcer à nouveau. Selon une telle hypothèse, l'histoire économique de la période pourrait ainsi s'écrire :

L'expansion accompagnée d'une inflation (1950-1951) se détruit elle-même (1952) et fait place à une stagnation de deux années (1952-1953). La réorganisation de la structure des prix et l'apparition de capacités de production inemployées permettent le démarrage de l'activité économique (1954).

En deux années d'expansion dans la stabilité des prix (1954-1955), l'économie parvient au seuil du plein-emploi des facteurs de production ; la poursuite de l'expansion ne peut alors continuer au delà sans faire sauter les « verrous » monétaires (1956). L'inflation, contenue puis avouée, ruine peu à peu (1957) les possibilités d'expansion et une nouvelle récession s'ensuit qui dure deux ans (1958-1959). Les conditions sont alors réunies d'une nouvelle reprise (1960) et d'une expansion dans une relative stabilité des prix (1960-1961). Mais, déjà, en fin de 1961, des signes de tensions inflationnistes commencent à apparaître.

Ces fluctuations se retrouvent évidemment dans l'évolution de la consommation sauf en 1953, où, favorisée par la baisse de prix et l'abondance des produits agricoles, elle s'est développée grâce au marasme des investissements et des exportations, en absorbant des stocks antérieurement constitués de produits industriels, en annihilant pratiquement l'épargne des ménages (cf. Graphique VII) <sup>(2)</sup>.

---

(1) Cf. tableau précédent, p. 60.

(2) L'analyse conjoncturelle qui précède se fonde principalement sur les sources suivantes :

(a) Comptes et Budgets économiques publiés depuis 1950.

(b) Mouvement économique en France de 1944 à 1957. I.N.S.E.E., Paris, Imprimerie Nationale, 1958.

(c) Rapports périodiques de MM. Dumontier et Malterre au Conseil Économique.

(d) Politique Économique de la France depuis 1945 (Cours professé à l'Institut d'Études Politiques par M. A. de Lattre).

## CHAPITRE III

# ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION

En termes physiques, la consommation des Français s'est beaucoup accrue depuis 1950 <sup>(1)</sup>. Sa composition par produit s'est en outre diversifiée et transformée. La part des différents besoins — alimentation, habillement, logement, etc... — s'est modifiée. Cet ensemble complexe de changements s'est opéré sous l'effet d'un certain nombre de facteurs, structurels et conjoncturels, déjà analysés. Aux premiers, on peut rattacher les tendances de la consommation ; aux secondes, son adaptation aux accidents de la vie économique.

### A. — LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA CONSOMMATION

Pour mettre en évidence les tendances qui caractérisent le **style** et le **niveau de vie** des Français au cours des années cinquante et qui annoncent l'évolution probable au début de la prochaine décennie. On utilisera les séries de consommation 1950-1960, qui distinguent environ deux cents groupes de produits, exprimées en **volume** <sup>(2)</sup>.

Le calcul économique des ménages se fait certes en **valeur**, c'est-à-dire en dépenses aux prix courants avec cependant un effort pour maintenir au moins certaines consommations en termes physiques. Toutefois, pour apprécier les changements survenus dans la consommation en termes réels au cours d'une assez longue période, il faut tenter d'éliminer les variations du pouvoir d'achat de l'unité monétaire.

Les séries retenues ont été représentées graphiquement par leur droite d'ajustement <sup>(3)</sup> en échelle semi-logarithmique. Ces droites ont ensuite été rassemblées en faisceaux de manière à regrouper les produits pour lesquels la tendance de la demande a été approximativement la même au cours de la décennie. Les graphiques VIII à X représentent ces faisceaux, les uns comprenant les biens et services non alimentaires, les autres les produits alimentaires.

Une première lecture de ces graphiques révèle immédiatement que chaque besoin est satisfait par une gamme de produits dont les uns ont vu leur demande doubler ou tripler au cours de la période, les autres l'ont vu stagner ou diminuer. En même temps que le **niveau de vie** augmente, comme l'indique la **dépense** à prix constants ou les **quantités** physiques

(1) Nous renvoyons le lecteur aux tableaux des quantités consommées, p. 122 et p. 130 de ce numéro.

(2) Voir les tableaux détaillés pages 71 à 121.

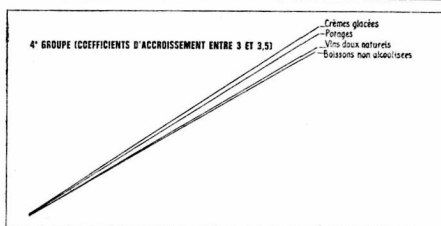
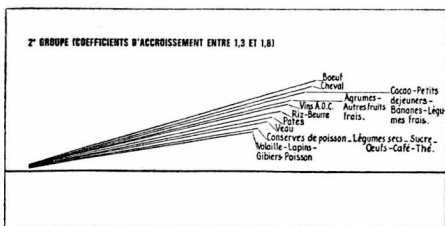
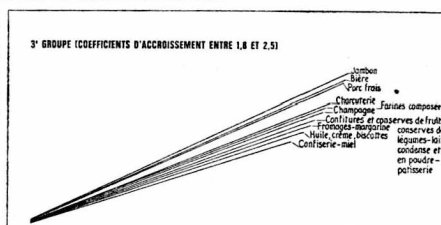
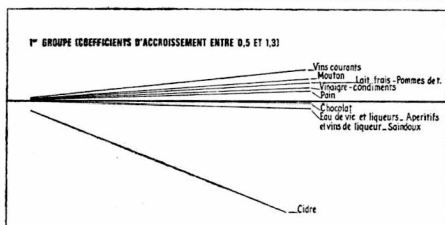
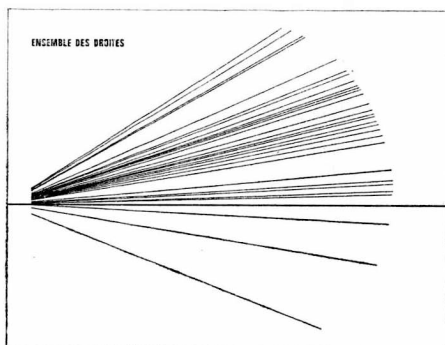
(3) Dans la plupart des cas, la représentation par une droite est très convenable ; dans un petit nombre de cas — les motocycles par exemple — le tracé parabolique des séries ne permet de représenter par une droite qu'une orientation très approximative de la demande.

achetées, le **style de vie** change : des produits « vieillissent » ou « s'appauvrissent » dans l'esprit des consommateurs et cèdent le pas à des produits plus « jeunes », plus « prestigieux ». Le besoin d'alimentation n'est plus du tout satisfait en 1961 comme il l'était en 1949, année où le niveau (sinon le style) d'avant-guerre avait été très approximativement retrouvé. Il en va de même des loisirs et des distractions, du confort ménager, des moyens de transport. Un examen plus attentif des divers faisceaux permettra de préciser cette analyse et de dégager rapidement, selon les produits, les raisons qui ont pu déterminer leur évolution relative.

## I. L'alimentation

L'ensemble des droites a été regroupé dans le graphique VII. Quatre faisceaux peuvent être distingués : le premier d'entre eux regroupe des produits dont la demande globale a très faiblement augmenté ou a baissé dans des proportions parfois considérables. La population s'étant accrue d'environ 10% au cours de la période, la variation de la consommation par tête de ces produits a donc été nulle ou négative. Les trois autres faisceaux rassemblent des produits dont la demande globale a progressé de 30% à 250% en dix ans.

**GRAPHIQUE VIII**  
**Consommations alimentaires.**  
**Droites d'ajustement des évolutions réelles de 1950 à 1960**



## **Produits en faible accroissement ou en diminution**

La baisse de la demande dans le premier ensemble s'explique par une variété de raisons : régression de l'autoconsommation liée à l'urbanisation de la population, dans le cas des féculents, pommes de terre, pain. Et, simultanément, pour ces mêmes produits, concurrence active des calories d'origine animale (viandes...), c'est-à-dire d'aliments plus « nobles » que les aliments caloriques d'origine végétale.

Dans le cas du lait frais, la stagnation de la consommation moyenne par tête résulte vraisemblablement d'une saturation quasi absolue : dans un régime alimentaire très riche par ailleurs en produits laitiers, il n'est guère surprenant que la consommation de lait liquide plafonne aux environs de 30 centilitres par jour et par personne.

Le déclin des eaux-de-vie, apéritifs et liqueurs traduit certainement les effets d'une politique sanitaire constante depuis vingt ans, visant à réduire l'alcoolisation excessive de la population française : la hausse relative très forte des prix, une réglementation de plus en plus sévère de la production et de la commercialisation, une propagande anti-alcoolique active et intelligente ont, malgré la fraude et grâce aussi à la diminution de la population agricole, provoqué une désaffection pour les boissons à haute teneur alcoolique. Mais, pour les eaux-de-vie, la faible diminution de la consommation masque peut-être une consommation assez stable par tête dans des campagnes en voie de dépeuplement, où la propagande anti-alcoolique a moins de résonance que dans les villes, où, aussi, la fraude rend inopérante la taxation. Notons également que pour les apéritifs, la diminution constatée est contrebalancée par une très forte augmentation des vins doux naturels, moins taxés.

La stagnation, sinon la baisse, de la demande de vins courants et de chocolat semble surtout imputable au développement de la consommation de produits analogues mais de qualité supérieure : la demande de vins d'appellation contrôlée et de confiserie a doublé au cours de la période.

La hausse très modérée enfin, de la consommation de mouton et de veau, serait imputable à la forte augmentation relative du prix des viandes (cf. tableau pages 78-79), en dépit du désir qu'ont les ménages d'accroître leur consommation de cet aliment : on sait que parmi les produits alimentaires, la viande est l'un de ceux dont l'élasticité est la plus forte. Le prix des viandes ayant fortement augmenté, ce sont le porc et le bœuf qui ont eu la préférence des ménages, par opposition au mouton et au veau.

## **Produits en augmentation rapide**

A l'autre extrémité, deux faisceaux délimitent un groupe de produits dont les accroissements annuels moyens se situent entre 6 et 8 % d'une part, 9 et 13 % d'autre part, c'est-à-dire de produits dont la consommation a environ doublé ou triplé au cours de la période.

On y trouve le groupe de boissons non ou faiblement alcoolisées. Mis à part le cas des vins doux naturels dont la faveur provient de la lourde taxation frappant les apéritifs, les accroissements très rapides de cet ensemble sont l'indice d'un déplacement du goût des consommateurs vers des boissons légères.

On y trouve également presque tous les produits de dessert : crèmes glacées, pâtisserie, conserves de fruits, fromage, confiseries, auxquels s'ajoutent tout naturellement les champagnes. Il n'y manque que les fruits frais dont la demande se heurte à une insuffisance de l'offre. Comme ces produits ne bénéficient pas d'une évolution des prix « réels » particuliè-

rement favorable, il faut voir dans leur accroissement le signe d'une recherche d'une nourriture plus variée et plus agréable.

Le porc, sous toutes ses formes, présente un accroissement similaire : les producteurs, transformateurs et distributeurs de porc sont les grands bénéficiaires de la tendance à l'augmentation de la consommation de viandes. Sa production est plus souple et peut s'adapter plus rapidement à la demande que celle des autres viandes. Son prix est celui qui a le moins augmenté. Mais surtout, le porc ne pose aucun problème d'utilisation des bas morceaux et sa préparation culinaire est la plus simple.

La présence dans ce groupe, des potages, des farines composées, des conserves de légumes et de fruits s'explique également par cette recherche de mets faciles à préparer. Enfin, l'accroissement des consommations d'huile et de margarine, précédant de peu le beurre, traduit autant le succès de produits associés à une nourriture et à des préparations culinaires modernes, que l'effet de compétitions publicitaires et tarifaires (le prix des corps gras est l'un de ceux qui a le moins augmenté dans l'ensemble des prix alimentaires).

### **Produits en accroissement modéré**

Entre les deux groupes précédents, s'insère celui de produits en augmentation modérée. Les viandes de bœuf, de cheval, sont à la limite supérieure de ce groupe. La demande de bœuf a été, de toutes les demandes de produits alimentaires, la plus continûment intense, comme en témoigne une augmentation des prix supérieure à celle de tous les produits alimentaires. L'offre n'a pas suivi la demande, mais, de par son importance, en valeur et en quantité, l'augmentation, même contrariée, de la consommation de bœuf est un des faits marquants de l'évolution de la consommation pendant la période.

La composition du reste de ce groupe traduit des influences diverses : augmentation forte des prix relatifs (poissons, légumes frais), conditions défavorables de l'offre au niveau de la distribution (les deux produits précédents et les fruits frais) : ces produits de qualité souvent incertaine, et en tout cas variable, sont commercialisés à des prix très fluctuants. Enfin, à la limite inférieure de ce faisceau, un ensemble de produits fait la transition avec ceux dont la demande est stagnante : ce sont d'une part les œufs, le sucre, le café, les légumes secs, d'autre part les volailles, lapins, gibier et les poissons.

Pour les premiers, il semble que la stabilisation des consommations soit ici le symptôme d'une saturation pour ces produits (3,3 kg de café, 18 kg de sucre par personne et par an) d'autant que l'utilisation de ces denrées se complète, aujourd'hui, de consommations qui étaient beaucoup moins répandues en 1950 — boissons non alcoolisées, confiseries, pâtisserie, conserves de légumes.

Pour les seconds, aux conditions défavorables de l'offre s'ajoute l'exigence d'une préparation longue, ou tout au moins particulière, et d'une longue cuisson. Or les femmes consacrent (dans les villes surtout) de moins en moins de temps à la cuisine et aux travaux ménagers pour se libérer au profit de leurs activités professionnelles ou de distractions.

Ainsi, pour des raisons liées aux mouvements des prix relatifs, à l'urbanisation de la population, aux caractéristiques de l'appareil commercial, au développement de l'industrie alimentaire, à la publicité ou la propagande, à l'imitation de pays plus développés, à l'accroissement du niveau de vie déterminant une recherche de la qualité et de la variété, le budget alimentaire des Français s'est profondément modifié en dix ans. Dans



l'éventail des produits consommés, un clivage s'observe au niveau des œufs, du sucre et du café, produits en très faible augmentation par tête. Au-dessous figurent les denrées en stagnation ou en régression qui formaient l'essentiel des budgets alimentaires d'avant-guerre. Au-dessus apparaissent les produits nouveaux, très diversifiés, de qualité élevée, souvent d'origine industrielle et qui représentent une part croissante de l'alimentation de demain. Le français mangeur de pain et amateur de plats cuisinés s'éteint au profit d'un consommateur qui allie de façon un peu contradictoire le souci de la diététique à une recherche d'aliments riches, variés et faciles à préparer.

## 2. Les consommations non alimentaires

L'éventail est ici beaucoup plus ouvert, et s'étend vers des zones d'accroissement très rapide ; deux produits seulement sont en régression (cycles et savon). Le classement de l'ensemble des biens et services selon qu'ils satisfont des besoins individuels ou familiaux est au moins aussi significatif que la hiérarchie de leurs évolutions respectives. Il met en évidence une orientation vers un style de vie centré sur le logement et les loisirs familiaux qui n'est peut-être pas sans corrélation avec la forte nuptialité et natalité observées depuis une vingtaine d'années.

### Les consommations familiales

Le graphique d'ensemble permet de distinguer cinq faisceaux. Les deux premiers regroupent les biens et services dont la consommation a au moins triplé et parfois plus que décuplé au cours de la décennie. Figurent nettement en tête, les téléviseurs, les disques, le butane et le fuel domestique, les réfrigérateurs et machines à laver. Viennent ensuite d'autres biens d'équipement de loisirs : les jeux, jouets et articles de camping, les électrophones, l'automobile, les détergers et les objets en matière plastique. Il s'agit, soit de biens nouveaux (téléviseurs), soit de biens ayant connu un très large effort de diffusion et de démocratisation (auto, matériel ménager). Ce sont, en outre, des biens d'équipement ou des produits (butane, fuel, détergers, carburants) qui leur sont complémentaires. Ces biens sont enfin des éléments de confort ménager, de loisirs purs ou à la fois biens de loisirs et instruments de travail (auto).

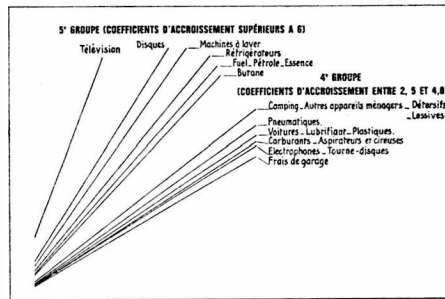
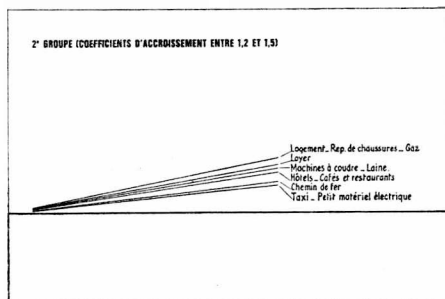
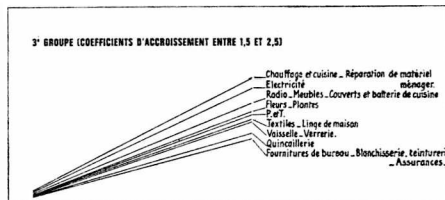
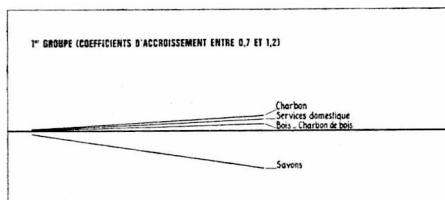
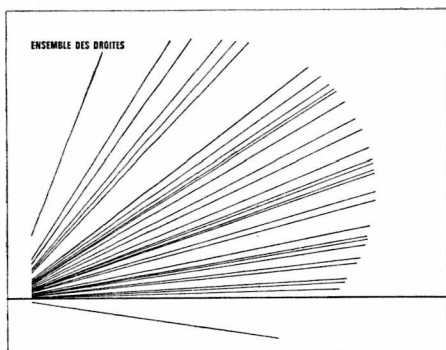
Un troisième faisceau groupe des biens dont les coefficients de multiplication, pendant la période, se situe entre 1,5 et 2,5. Ce sont, pour la plupart, des biens d'équipement du logement ou de loisirs d'usage courant (textile d'ameublement, vaisselle), ou depuis longtemps consacrés : appareils de chauffage et cuisine, appareils de radio, mobilier. On peut voir, dans l'accroissement rapide des achats de ces biens, alors que l'effet de diffusion n'existe plus, un signe de la recherche de confort domestique. En augmentant un taux annuel moyen de 9% par an, l'électricité apparaît comme la plus recherchée des grandes sources d'énergie domestique.

Les deux derniers faisceaux délimitent un groupe de biens et services familiaux qui présente une relative stabilité puisque les évolutions s'inscrivent entre les coefficients 1 et 1,5 d'accroissement en onze ans. Il s'agit avant tout des sources d'énergie classique : gaz de ville, charbon, bois ; des loyers et services domestiques. La réglementation des loyers et la part encore faible des logements neufs dans le parc total de logements explique la faible progression des loyers, cependant que la rareté de l'offre de services domestiques s'est maintenue pendant toute la période malgré l'élévation rapide des salaires.

## GRAPHIQUE IX

### Consommations non alimentaires familiales

#### Droites d'ajustement des évolutions réelles de 1950 à 1960



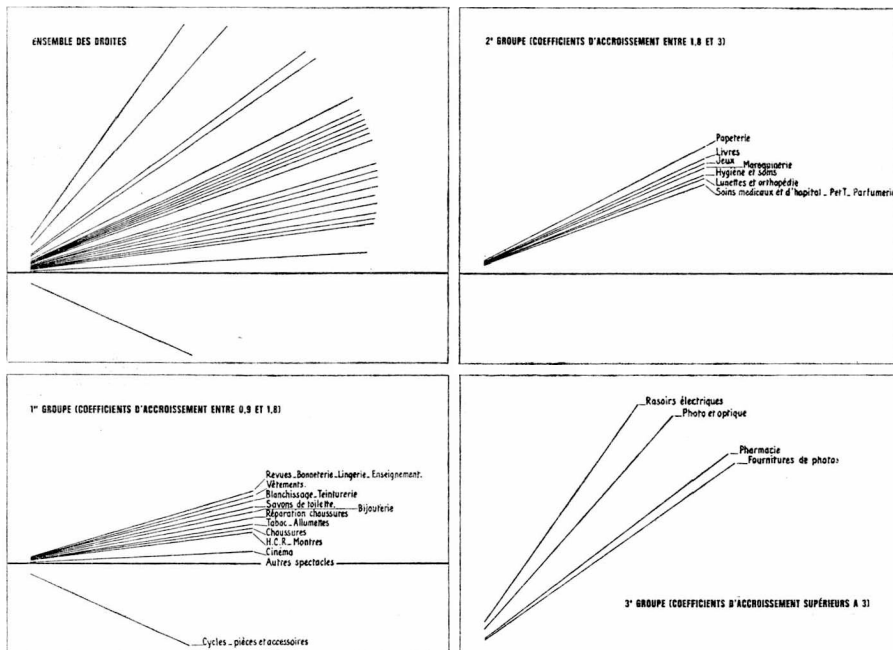
La lente progression du gaz de ville et surtout la quasi-stabilité de la consommation de charbon sont liées d'une part à la substitution d'autres formes d'énergie, d'autre part à un problème d'équipement : le butane et l'électricité ont pu reprendre au gaz de ville, pour la cuisine et le chauffage de l'eau, une part du marché que le gaz dérobait au charbon. En même temps, bien que les ménages se soient équipés fortement en matériel domestique — meubles et surtout équipement électro-ménager — leurs investissements en matériel de chauffage et principalement en installations de chauffage central ont progressé plus lentement : or la plus importante utilisation de charbon dans les foyers reste le chauffage des locaux, et celui-ci s'est peu amélioré au cours de la période, restreignant ainsi la demande de combustibles.

Certains phénomènes vérifient l'hypothèse de la femme moderne consacrant peu de temps aux travaux ménagers. Ce sont, en particulier la diminution de la vente de savon et l'augmentation rapide de celle des détergifs et lessives qui fondent leur publicité sur la facilité et la vitesse de leur emploi ; la stagnation relative de la vente de machines à coudre, mais l'augmentation de celle des autres appareils électro-ménagers qui réduisent la peine et le temps exigés par les anciennes « corvées » ; la croissance rapide du butane due à une forte diffusion dans les zones rurales où, avant lui, le gaz était absent.

## Les consommations personnelles

Dans les zones de droites en accroissement rapide (triple et plus), les consommations personnelles présentent en fait peu de produits. Rasoirs électriques et appareils de photos correspondent aux biens d'équipement nouveaux déjà rencontrés. La consommation de produits pharmaceutiques (quadruplement des consommations à prix constants) constitue le seul poste important de cette zone ; leur développement est à rapprocher de celui de l'ensemble des consommations médicales qui figure dans la zone du doublement en dix ans de la consommation.

**GRAPHIQUE X**  
**Consommations non alimentaires individuelles**  
**Droites d'ajustement des évolutions réelles de 1950 à 1960**



Cette forte progression résulte essentiellement des conditions très favorables de l'offre de ces biens et services : forte densité médicale dans les centres urbains où la population croît rapidement et où existe une habitude de forte consommation médicale ; progrès technique très rapide dans tous les domaines médicaux ; extension progressive enfin des régimes de sécurité sociale, tendant à une solvabilité plus grande de la demande de soins.

La progression relativement importante de la demande de livres traduit peut-être le double effet du fort accroissement démographique des moins de vingt ans et de l'allongement spontané de la scolarité et d'un relèvement progressif du niveau culturel de la population.

L'ensemble des articles d'habillement — à l'exception des chaussures —, les soins d'hygiène personnels (coiffeur, parfumerie, articles de toilette), les revues et journaux, l'enseignement privé, sont parmi les produits dont l'accroissement de la demande se situe entre le coefficient 1,5 et 2. Figurent dans la même catégorie, des consommations mixtes — personnelles ou familiales — telles que les dépenses de blanchisserie, de P. et T. et d'hôtels, cafés, restaurants. Les taux d'accroissement de ces produits est à peu près

le même que le taux moyen de l'ensemble des consommations, alimentaires et non alimentaires : il s'agit de consommations — notamment celles qui sont rigoureusement individualisées telles que l'habillement et les soins personnels — qui conservent une part approximativement constante dans le budget des ménages.

Vient enfin un dernier groupe de produits dont la consommation n'a que faiblement augmenté au cours de la période : les motocycles, les chaussures, le tabac et les allumettes, le cinéma. La désaffection relative pour ce dernier mode de loisirs, malgré l'urbanisation croissante de la population avec le meilleur équipement ainsi offert, est un phénomène assez général dans le monde occidental, imputable pour une large part à la télévision. La faible progression des motocycles est due elle aussi à la concurrence, celle des voitures. Le fait que la demande des chaussures ait moins progressé que le reste de l'habillement peut s'expliquer par le style de travail plus sédentaire dans un contexte urbain où la protection contre les intempéries et les moyens de transports individuels et collectifs se sont largement développés.

Enfin, pour ce qui est de la consommation de tabac, il n'est pas impossible que ce produit ait subi, comme les boissons alcoolisées, une perte de faveur relative pour des raisons d'hygiène.

Ainsi, parmi les biens et services de consommation individuelle ou familiale qui ont le moins progressé, figurent principalement des produits déplacés par des biens concurrents plus jeunes : nouvelles formes d'énergie, nouvelles formes de transport ou de loisirs.

Lorsqu'on analyse en revanche les biens et services de consommation qui ont augmenté, on constate que les plus forts accroissements (coefficient 2 à 4) sont le fait des biens d'équipements familiaux de confort ou de loisirs, et les fournitures qui leur sont complémentaires ; alors que les accroissements les plus faibles (coefficient 1,5 à 2) intéressent les consommations individuelles. Il y a, certes, des exceptions : une consommation essentiellement personnelle comme les soins médicaux et pharmaceutiques atteint le coefficient 2,5, et la faible progression de la demande de charbon est peut-être due surtout au fait que l'effort d'équipement collectif des ménages a encore peu porté sur le poste chauffage.

Mises à part ces exceptions, il se dégage de l'évolution des consommations non alimentaires au cours de la décennie l'image d'un consommateur qui cherche d'abord à donner à sa famille un équipement de confort et de loisir, tout en maintenant constante la part relative de certaines consommations individuelles (habillement et soins personnels). Si sacrifie il y a, il s'agit, pour les produits non alimentaires comme pour les consommations alimentaires, du sacrifice de certains produits — cinéma, pain, apéritifs — remplacés par d'autres désormais préférés, et non du sacrifice de certains besoins — l'habillement sacrifié au logement, le logement aux moyens de transport individuels — comme une analyse trop précipitée de certains phénomènes a pu parfois le faire croire. En vérité, quand le niveau de vie moyen par tête, mesuré par la quantité de biens matériels mis à la disposition du consommateur, s'élève au total d'environ 50 % en onze ans, il est peu vraisemblable que des besoins puissent être sacrifiés : leur part relative dans le budget des ménages peut évoluer et surtout les moyens demandés pour les satisfaire peuvent changer sous l'effet de la concurrence et de la substitution de nouveaux produits. Mais ces modifications de coefficients budgétaires et les substitutions entre biens et services de consommations ne font que refléter la transformation des conditions et de style de vie qui accompagnent toute élévation de son niveau dans une économie en progrès rapide.

## B. — L'INSTABILITÉ ÉCONOMIQUE ET LES STRUCTURES DE LA CONSOMMATION

Un accroissement de 50 % des revenus réels s'est ainsi accompagné d'une transformation progressive des structures de consommation. Mais ce développement, on l'a vu, n'a pas été régulier : cette irrégularité même a eu des effets particuliers sur la consommation. Par exemple, la stabilisation des revenus après une période d'expansion n'entraîne pas une stabilisation de l'ensemble des dépenses : **elle n'est pas neutre**. Certaines catégories de consommation, donc certains secteurs de production, n'en souffrent pas alors que d'autres accusent très fortement le moindre signe de ralentissement. Après avoir analysé les tendances moyennes, il nous paraît utile d'examiner brièvement la sensibilité des consommations aux pulsations de la vie économique.

Le consommateur moyen s'est trouvé, de 1950 à 1960, dans des situations concrètes très diverses. En simplifiant, on peut les ramener à quatre. Il a connu des périodes heureuses d'accroissement rapide de ses revenus dans une presque parfaite stabilité des prix, et des périodes également fastes mais déroutantes d'amélioration de son niveau de vie, malgré des augmentations rapides des prix, grâce à une élévation plus rapide de ses gains nominaux. Il a traversé des périodes ternes de stagnation continue de ses revenus, les prix restant heureusement ce qu'ils étaient. Il a souffert parfois d'un amenuisement, par l'inflation, de son pouvoir d'achat.

Il est évident que chacune de ces situations a suscité des réactions variées, sur lesquelles il serait aisé de disserter dans l'abstrait. Nous essaierons plutôt de voir quelques résultats de ces réactions, inscrits dans les séries de consommations globales, en nous limitant, dans cette première esquisse, aux mouvements des revenus réels (1).

### I. Consommations alimentaires et non alimentaires

Un premier exemple des irrégularités dans le développement de la consommation nous est donné par la comparaison des taux d'accroissements annuels des consommations alimentaires et non alimentaires.

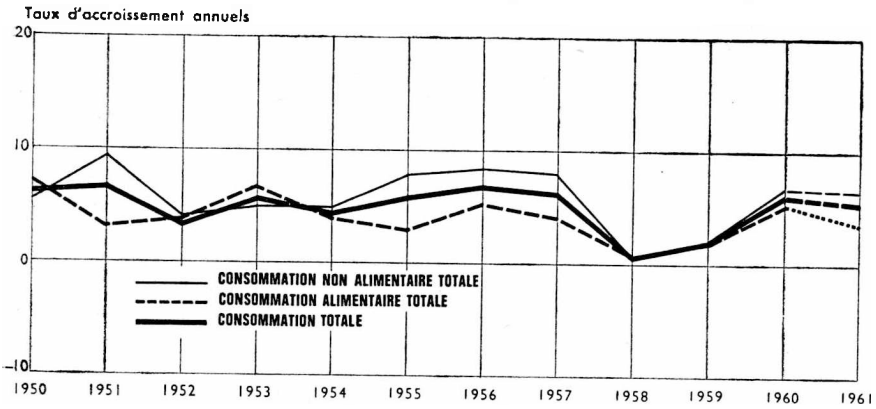
La série des taux est portée sur le graphique XI pour la consommation totale et les deux grands groupes considérés. Ce graphique montre clairement comment la tendance à l'accroissement plus rapide des consommations non alimentaires s'est vue contrariée et parfois même renversée.

De 1949 à 1950, les taux d'accroissements sont voisins. La proximité de la période des restrictions explique que l'augmentation des revenus soit affectée également à l'alimentation et aux autres dépenses. En 1951, priorité est donnée aux consommations non alimentaires : habillement, équipement ménager (sauf les appareils de chauffage et de cuisine), automobiles (les immatriculations augmentent de 40 %), équipement de loisirs et vacances (les dépenses dans les hôtels, cafés et restaurants augmentent de 20 %). En 1952, l'expansion des revenus se ralentit : l'augmentation n'est plus que de 3,6 % contre 5,5 % l'année précédente, et 7 % en 1950. L'accroissement des consommations alimentaires se poursuit sans la moindre altération, au prix d'un net ralentissement des dépenses non alimentaires : les achats d'articles d'habillement, de meubles, d'appareils de radio se stabilisent au niveau atteint ainsi que les dépenses de vacances. En 1953, la tendance va jusqu'à s'inverser : les consommations alimentaires augmentent plus que les autres à la faveur d'une baisse accidentelle des prix des denrées qui valorise les revenus nominaux affectés à l'alimentation.

(1) Autrement dit, on considèrera comme identique un accroissement des revenus réels survenu en période de stabilité des prix ou en période d'inflation.

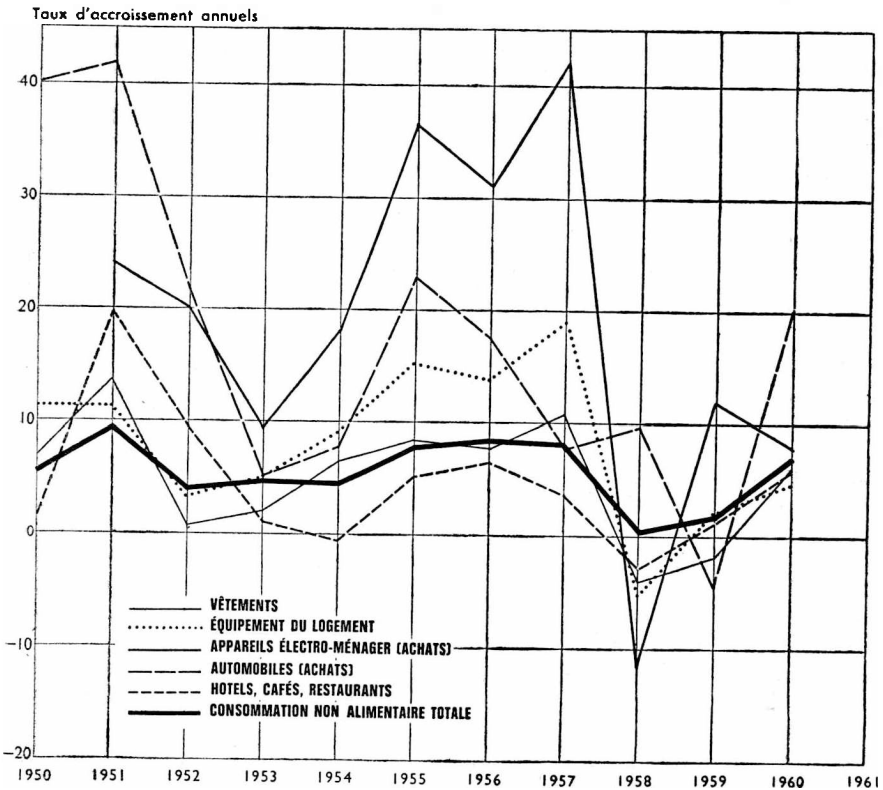
## GRAPHIQUE XI

### Taux d'accroissements annuels des consommations alimentaires et non alimentaires de 1950 à 1960



## GRAPHIQUE XII

### Taux d'accroissements annuels de quelques consommations non alimentaires



En 1954, le schéma de croissance reparait et se poursuit jusqu'en 1957 : l'accroissement des consommations alimentaires est toujours plus faible, malgré des discordances accentuées à l'intérieur de ces deux groupes. En 1958, les revenus réels se stabilisent et aussi les consommations alimentaires. Les autres dépenses passent d'un taux d'accroissement annuel moyen de 7 % pendant les quatre années précédentes à la stagnation. L'année suivante, on voit se reproduire le renversement observé en 1953 : à la faveur d'une évolution favorable des prix, les consommations alimentaires augmentent plus rapidement que la consommation totale avec l'accroissement des revenus de 6 % en 1960 et de 5,5 % en 1961, on retrouve la tendance générale.

Ainsi, les consommations alimentaires qui bénéficient moins de la croissance, sont aussi moins atteintes par ses retournements. Au contraire, les consommations non alimentaires traduisent et même amplifient les mouvements conjoncturels. La série globale du graphique VIII le souligne. Les quelques séries partielles réunies dans le graphique IX montrent quelle peut être l'ampleur de certains retournements pour une simple stabilisation de la consommation.

## **2. Consommations sensibles ou insensibles aux fluctuations des revenus**

Nous savons maintenant que ce ne sont pas les mouvements des revenus qui peuvent rendre compte des fluctuations à court terme de la plus grande partie des consommations alimentaires, mais les mouvements de prix, autonomes ou résultant des modalités de l'offre. Les seules séries alimentaires qui obéissent au rythme des revenus sont celles de certains produits d'origine industrielle : biscottes et biscuits, conserves. Par contre, l'ensemble des dépenses non alimentaires présente des fluctuations liées à celles des revenus réels : ce sont elles qui donnent à la consommation totale son rythme conjoncturel alors que les consommations alimentaires atténuent celui-ci, l'amortissent et parfois le contrecarrent.

Mais cette constatation est insuffisante. L'allure générale des consommations non alimentaires, qui constituent près de 60 % de la consommation totale, est la résultante de mouvements très divers. Avec l'amélioration du niveau de vie une part croissante de dépenses est jugée essentielle, ou échappe aux décisions individuelles qui pourraient les diminuer. L'irrégularité des autres ne peut qu'en être accentuée.

Le graphique XIII oppose, dans cet ordre d'idées, deux catégories de consommations, les unes soumises, les autres non, aux fluctuations des revenus (1).

### **a) Consommations non conjoncturelles**

Parmi ces dernières, figurent tout d'abord les consommations de biens et services médicaux (pharmacie, soins médicaux et hospitaliers), considérées comme naturellement prioritaires par les individus eux-mêmes et par la collectivité qui en assure le financement pour une bonne part. Leur accroissement est continu pendant toute la période.

Certains postes du budget des ménages ont une nature contractuelle : ainsi les charges de logement (loyers et valeur locative des logements occupés par leurs propriétaires). Ces dépenses sont liées à la réglementa-

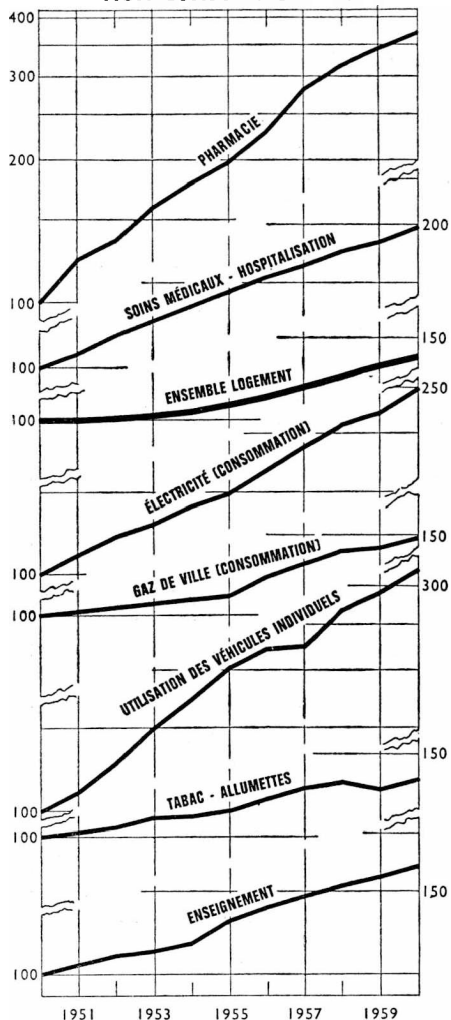
---

(1) Les séparations verticales portées sur ces graphiques correspondent aux phases de l'évolution conjoncturelles analysées dans le chapitre II.

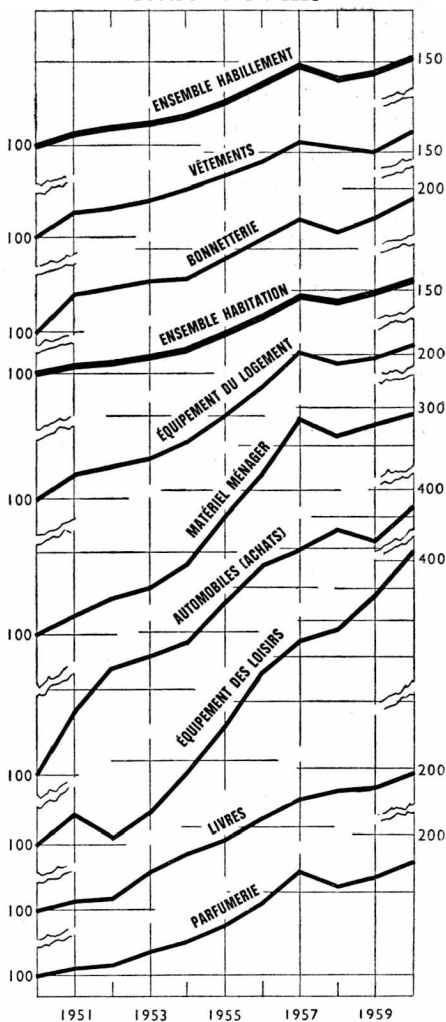
### GRAPHIQUE XIII

#### Sensibilité des consommations aux fluctuations des revenus

##### A - CONSOMMATIONS NON CONJONCTURELLES



##### B - CONSOMMATIONS CONJONCTURELLES



tion des loyers et au renouvellement du parc de logements : la courbe correspondante montre non seulement un accroissement continu, mais une lente accélération.

Les dépenses d'entretien du logement et la consommation d'énergie sont également devenues peu à peu indépendantes des fluctuations des revenus : une fois donnée une surface de logement et un ensemble d'appareils ménagers utilisateurs, les décisions de consommation n'interviennent plus. Cette constatation s'applique même à l'utilisation des automobiles comme en témoigne la série correspondante qui, en dehors des répercussions de l'affaire de Suez en 1957, ne présente aucune irrégularité.

Des consommations fortement liées à une habitude, comme celles de



tabac, n'ont pas d'oscillations caractéristiques. Enfin les dépenses d'enseignement restant à la charge des particuliers (enseignement privé et inter-nat) constituent, comme le logement, un poste continuellement croissant.

## b) **Consommations conjoncturelles**

Les secteurs **sensibles** sont désignés par les lacunes de la liste qui précède : ce sont principalement ceux des biens durables ou semi-durables.

Les dépenses consacrées à l'habillement suivent fidèlement les fluctuations des revenus réels, et ce mouvement leur est imprimé surtout par les achats de vêtements et d'articles de chemiserie et de bonneterie.

Le poste « habitation » dans son ensemble est également soumis aux mêmes fluctuations, malgré des atténuations entraînées par l'insensibilité déjà notée de quelques-unes de ses composantes essentielles : loyer, énergie et entretien, services domestiques. Mais les achats de tous les biens d'équipement du logement accusent et amplifient les moindres accélérations ou ralentissements des revenus réels. Les achats de meubles et de matériel ménager sont principalement à l'origine de ces fluctuations.

Les achats d'automobiles subissent avec un an de retard les fluctuations conjoncturelles : comme raison de ce retard on peut avancer les délais de livraisons, de règle jusqu'en 1959, et le fait que la somme nécessaire à l'achat s'accumule peu à peu, au long d'une période supérieure à l'année.

Les biens d'équipement de loisirs (appareils de radio, de télévision, de cinéma, de photo, de camping) et les livres partagent en général le sort des autres biens durables sauf pour les biens nouveaux (télévision) ou ceux qui se sont profondément renouvelés à un moment ou à un autre de la période (généralisation de postes à transistors à partir de 1958).

Ce groupe comprend donc principalement des biens durables et dont l'achat peut être reporté. Parmi les biens non durables, on ne trouve guère que la parfumerie, qui soit suffisamment régulière pour y être classée.

A ces deux groupes de consommations non alimentaires il faudrait en ajouter un troisième : celui des catégories de dépenses irrégulières, et dont les fluctuations sont différentes de celles des revenus. Il semble, par exemple, que l'utilisation de transports collectifs ainsi que la fréquentation des hôtels et des restaurants ont subi une crise de 1953 à 1955. De même, les achats de chaussures et d'articles de maroquinerie suivent un rythme particulier. L'étude de ces mouvements relèvent de monographies qui sont hors du cadre de cet article consacré aux mouvements les plus généraux.

## CONCLUSION

Notre but, à l'origine de cette étude, était de mettre en évidence les principales tendances de la consommation en France de 1950 à 1960, et de les caractériser par comparaison avec ce qu'elles sont à l'étranger ou ce qu'elles ont été dans un passé plus lointain. Notre objectif était également de fournir les éléments d'une explication de ces tendances en décrivant l'environnement démographique et économique dans lequel elles se sont manifestées.

Il nous est apparu essentiel de montrer l'extrême diversité qui se dissimule derrière la constatation d'un accroissement de 40 % du niveau de vie par habitant en dix ans : diversité des orientations de la consommation en fonction des besoins et des désirs, diversité des situations qui en résultent pour les branches de production.

En augmentant considérablement leur consommation, les Français ont modifié profondément leur style de vie. En 1961, ils ont une alimentation plus abondante mais surtout beaucoup plus riche et variée qu'en 1950. Parallèlement, ils ont mis au premier rang de leurs dépenses non alimentaires l'équipement de loisirs et de confort familial.

Mais l'accroissement du niveau de vie ne s'est pas poursuivi sans irrégularités au cours de la période et il nous a été possible de montrer quelques-unes des adaptations du consommateur aux circonstances économiques changeantes avec lesquelles il a été confronté. Nous avons pu ainsi noter qu'une partie croissante du budget des particuliers échappait à toute possibilité de réduction, du seul fait de décisions prises antérieurement ; nous avons vu également que les Français répugnaient à réduire leurs consommations alimentaires et que, cette rigidité s'ajoutant à la précédente, il en résultait pour une troisième catégorie de produits une sensibilité très vive au ralentissement et a fortiori à l'arrêt de l'accroissement des revenus.

La consommation constituant la destination principale de la production (80 % de la production nationale en 1960) et l'affectation principale des revenus des particuliers (70 % des ressources distribuées, à la même date), on ne s'étonnera pas que l'examen des consommations nous ait permis de jeter un regard d'ensemble sur le développement de l'économie française de 1950 à 1960.

Ce développement nous est apparu sous les traits particuliers d'une croissance entrecoupée de périodes de ralentissement et réalisée dans un cadre monétaire instable. Cette instabilité réelle et monétaire de la croissance mérite un examen attentif. Il semble bien en effet que les fluctuations d'antan aient fait place, dans l'économie « concertée » et dynamique qui est la

nôtre, à des accélérations et des ralentissements de l'activité, phénomènes qui deviennent ainsi des catégories essentielles de l'étude de la croissance économique.

Leur intérêt est loin d'être seulement théorique puisque, comme l'a montré l'étude qui précède, l'évolution des consommations en 1952-1953 et 1958-1959 désigne un certain nombre de secteurs industriels qu'un accroissement continu et suffisant des revenus réels peut **seul** mettre à l'abri de récessions sévères et parfois durables.